

# INDUSTRIE

hebdomadaire d'action communiste



**" A LIP  
ON FABRIQUE  
UN MORCEAU DE  
L'HISTOIRE OUVRIÈRE... "**

Vendredi 27 juillet 1973 - numéro 215 - 12 pages - 2 francs

# LIP: 100 JOURS DE LUTTE

Après l'émoi des premiers jours, après la sympathie réelle ou simulée, voici maintenant que la grande presse ironise : « Les ouvriers de Lip cherchent un patron »... On monte en épingle les voyages de mystérieux industriels anglais, ou français... Comme si leur problème était de trouver un exploiteur plus humain, plus consciencieux que Fred Lip, et non de défendre leur garantie d'emploi.

La direction de la CGT propose, elle, une « solution cohérente » : il suffirait que le gouvernement Pompidou pousse l'IDI (\*) à renflouer l'usine. Elle précise même que l'opération financière devrait se solder par une « prise de participation majoritaire de l'IDI dans le capital de Lip ». Mais cet organisme para-gouvernemental est alimenté par des capitaux privés qui hésitent, incertains de la rentabilité de l'opération. Des entreprises récemment subventionnées par l'IDI ont fait faillite.

(\*) Institut de développement industriel.

Qu'à cela ne tienne. Le communiqué de la Fédération Métallurgie CGT précise dans sa conclusion : « Nous ne doutons pas que le gouvernement soit en mesure de susciter les concours financiers complémentaires qui pourraient se révéler nécessaires ». Est-ce bien le rôle d'un syndicat ouvrier de multiplier ainsi les appels du pied à l'Etat bourgeois, voire même — en termes voilés — aux « concours financiers » des banques et des industriels ?

S'il faut parler de « solution », la seule réellement conforme aux intérêts des travailleurs, consisterait à exproprier le patron de Lip sans lui verser un centime d'indemnité et à placer la production sous le contrôle des travailleurs. Et pas seulement à Besançon...

Car ce qui est mis en question au travers de ce conflit, c'est la logique même du système capitaliste : la recherche du profit maximum, à laquelle tout est subordonné. La sempiternelle course à la « rentabilité » sur le dos des travailleurs que pratiquent non seulement les patrons mais aussi l'Etat bourgeois dans le secteur nationalisé.

Pour que cette logique soit battue en brèche ce ne sont pas les prières et les adresses respectueuses, mais le rapport de force créé dans la lutte qui seul peut se montrer efficace.

Et pour que cette logique soit définitivement abolie, il faut que soit expropriée toute la classe des possédants. De ceux qui préfèrent licencier des centaines de travailleurs plutôt que de rogner leurs bénéfices ; ou, comme à Pechiney, saboter leur propre usine plutôt que de satisfaire les revendications du personnel.

C'est là le seul but que la classe ouvrière doit se donner, si elle veut mettre fin, sans simulacre ni replâtrage, à l'exploitation dont elle est victime. Cela se prépare dans les luttes, non les soirs des dimanches électoraux.

A Lip aujourd'hui, on ne discute pas seulement de la bataille au jour le jour. Des questions commencent à se poser : et après ? Comment garantir les acquis de la lutte ? Comment faire pour que les choses ne redeviennent pas « comme avant » ?

Demain, même si la bataille engagée à Besançon débouche sur une victoire, le problème de la garantie de l'emploi ne sera pas définitivement éliminé. Inévitablement la direction — patron ou Etat — cherchera à grignoter ce qui aura été obtenu. La vigilance devra rester en alerte.

Ce n'est pas la farce juridique du fameux projet de loi sur la « réforme du droit de licenciement » qui changera quoi que ce soit dans ce domaine. La seule garantie, c'est la mobilisation, le contrôle des travailleurs eux-mêmes, organisés en comités à la base pour imposer leur droit de veto sur toute mesure de licenciement ou même de mutation.

De même pour les cadences. En remettant les chaînes en route pour assurer leur « salaire de survie » et faire connaître leur lutte, les travailleurs de Lip ont travaillé à leur propre rythme.

Face aux tentatives prévisibles de leur imposer des cadences plus dures au préjudice de leur santé, il n'y aura qu'une réponse efficace : le contrôle ouvrier sur les rythmes de travail, le droit de veto ouvrier sur toute accélération, toute augmentation des normes.

Dans ce mouvement, les chefs ont choisi leur camp : certains ont clairement montré qu'ils étaient du côté des patrons, d'autres se sont rangés dans celui des ouvriers, acceptant de voir leur rôle complètement modifié lors de la remise en route de l'usine.

Pour contrer le retour aux brimades, à l'arbitraire, il faudra imposer la révocabilité de tout chef qui manifesterait une attitude anti-ouvrière, par les ouvriers eux-mêmes.

Enfin les tripotages financiers, comme ceux qui ont servi de prétexte à la « faillite » de Lip, doivent pouvoir être déjoués. Quand ils ont fait tourner l'usine, les travailleurs de Lip ont affiché publiquement leurs comptes. Ils n'ont jamais rien eu à cacher, eux. Que ceux — quels qu'ils soient — qui dirigeront demain l'entreprise en fassent autant...



## l'ennemi public n° 1

Un budget de l'Intérieur en constante augmentation ne suffit pas à Raymond Marcellin. 1973 a vu les redevances à payer par les communes pour les charges de police, augmenter de façon considérable. Dix sept villes ont, à ce jour, refusé d'inscrire cette augmentation à leur budget, la plupart des conseils municipaux réfractaires arguant du fait que, les forces de police étant principalement employées soit à des tâches inutiles, soit au maintien de l'ordre, la sécurité publique n'est plus assurée. Partant du fait que la meilleure défense est toujours l'attaque, le ministre de l'Intérieur a répondu dans « Le Monde » du 25 juillet par une déclaration fracassante : « Il faut tripler les forces de l'ordre qui encadrent les manifestations » !

Monsieur Marcellin n'a pas froid aux yeux :

« Chacun a pu constater que de nombreuses manifestations auparavant pacifiques dégénèrent maintenant en manifestations violentes ; les exemples ne manquent pas : Redon, Libourne, Bastia, les campus de Grenoble, de Nanterre, de Poitiers, de Strasbourg, le boulevard Saint-Germain, la rue Monge... »

...En définitive, le souci du ministre de l'Intérieur est à la fois de veiller à la tranquillité et d'assurer l'autorité indispensable de l'Etat tout en respectant les libertés publiques. A cet effet, il est devenu nécessaire de doubler et même de tripler les effectifs des forces de l'ordre pour la surveillance des manifestations sur la voie publique... »

Que l'homme qui, en tant que chef de la police, a la responsabilité des affrontements du 21 juin, puisse s'exprimer ainsi est déjà suffisamment révélateur. Mais c'est surtout fort inquiétant : la volonté de tripler les effectifs de police chargés du maintien de l'ordre révèle des projets à long terme qui ne sont pas rassurants. Marcellin parle-t-il en son nom propre, ou représente-t-il une fraction déterminante des hommes au pouvoir ? Ou plutôt : jusqu'où va sa croisade pour le maintien de l'ordre face aux luttes dures d'aujourd'hui ? Qui arrêtera cet obsédé de la répression : la classe ouvrière mobilisée ou, bien avant, la bourgeoisie elle-même effrayée par ses visions de fiches, d'indicateurs, de casques, de képis, de prisons modèles et de camps de regroupement ?

Marcellin est aujourd'hui, en France, l'homme qui met le plus en danger « la tranquillité et la paix publiques »...

F.L.

## Attention

En raison des vacances, Rouge ne paraîtra pas la semaine prochaine. Un numéro sortira à la mi-août. La parution hebdomadaire reprendra début septembre.

PREFECTURE DE POLICE  
DIRECTION DE LA POLICE  
JUDICIAIRE  
Cabinet du Directeur

Paris, le 20 Juillet 1973.

NOTE N° 34

URGENT

NOTE

pour

MM. les COMMISSAIRES de POLICE, CHEFS  
des COMMISSARIATS de PARIS

Pour information à MM. les Chefs des Brigades  
Territoriales

Dans les cas où la Police Municipale conduira à vos commissariats des vendeurs de journal "Rouge" (précédemment organe de l'ex-Ligue Communiste) ou des distributeurs de tracts relatifs aux poursuites contre Alain KRIVINE ou à la dissolution de la "Ligue Communiste", vous devrez immédiatement et avant toute mesure prendre contact avec l'inspecteur de la Police Judiciaire qui vous donnera des instructions.

Vous veillerez à ce que le personnel des commissariats dont vous assurez l'intérêt soit au courant de la présente note.

P. Le DIRECTEUR de la POLICE JUDICIAIRE,  
Le DIRECTEUR ADJOINT,

GUY DENIS.



## La peur du rouge

L'ampleur de la riposte à la dissolution de la Ligue a décontenancé Marcellin. Elle l'empêche d'embrayer sur un niveau de répression supérieur. Chaque initiative policière mal mesurée risque désormais d'aiguillonner le mouvement de protestation et de produire l'effet inverse de celui que l'on escomptait. Les flics doivent marcher sur des œufs afin que ne se reproduisent pas des impairs comme l'arrestation de vendeurs de « Rouge » à Poitiers et que les flics un peu pressés voyaient déjà devant la Cour de Sureté de l'Etat.

En France, la liberté de la presse, c'est censé exister. Marcellin devra s'y faire. La circulaire que nous publions ci-dessous indique déjà que la répression ne peut, dans les conditions politiques actuelles, se développer aveuglément contre les vendeurs de Rouge. Imposons la liberté totale de diffusion de notre presse !

Immédiatement après la dissolution de la Ligue, la riposte ne s'est pas fait attendre. Déjà on se souvient que le 21 juin même 1 000 personnes assistaient aux 6 heures contre la répression et les bandes armées.

Quelques jours après la dissolution, des réunions unitaires ont lieu ; une affiche sort, 40 000 tracts sont diffusés sur les plages, les marchés et les entreprises. Des ventes de Rouge ont eu lieu à Grasse, Nice, Menton, Cannes. Des comités contre la dissolution se sont créés dans ces 4 villes comprenant des organisations politiques d'extrême gauche, des militants syndicaux. Des inscriptions exigeant la libération de Krivine et Rousset, l'abolition du décret de dissolution ont été peintes sur les murs. Il est à noter que sauf quelques ventes de Rivarol, il n'y a eu aucune réaction de l'extrême droite locale.

Par contre le pouvoir a envoyé ses flics casser de façon spectaculaire une vente ce journeaux sur la plage de Menton le 22 juillet : accompagnés de RG (en maillots de bain), les CRS arrêtent et frappent plusieurs militants qui seront gardés plusieurs heures au commissariat. Mais cela n'empêchera pas les militants révolutionnaires de continuer leur travail : cette semaine sort un numéro de Midi Rouge bulletin d'action communiste, qui sera diffusé sur les principales entreprises de la région.

Correspondant.

## Avignon

En Avignon, dès la dissolution de la Ligue Communiste, des contacts ont été pris pour une riposte immédiate. La FEN, le SNI et la CFDT publient des protestations reprises par la presse et le « Collectif de défense des Libertés » (PC-CGT-FEN-PS...) se réunit pour proposer... une conférence de presse et une motion à porter au Préfet ! Mais la pression est telle que, dès le lendemain, le Collectif prend un tournant brusque et propose une manifestation pour le 20 juillet. Le PCF y imposa ses exclusives en refusant la participation de LO, de la CdP et de l'Ecole Emancipée et en assurant le contrôle des banderoles. La riposte des militants révolutionnaires est la création d'un Comité Vauclusien contre la dissolution de la Ligue Communiste, auquel participent l'Union Départementale CFDT, le PSU, l'Ecole Emancipée, Lutte Ouvrière, la Cause du Peuple, le théâtre du Chêne Noir, le MCAA-MDPL... Le Comité impose sa participation à la manifestation et le PCF accepte ses banderoles... à condition qu'elles ne soient pas signées.

Le 20, la manifestation est un succès sans précédent depuis 68 : 5 000 personnes parcoururent les rues d'Avignon. Les militants révolutionnaires défilent derrière l'UNCAL et l'UEC, suivis par LO, le PSU, et la CFDT, puis le PCF en queue. Devant la Mairie, au moment des prises de paroles, « la parole à la Ligue » et « liberté d'expression » sont scandés un moment, avant que les diffuseurs de Rouge puissent s'adresser aux manifestants.

# activités des diffuseurs

## Meetings

Besançon : meeting unitaire le 10.7.73, l'appel du PSU, Révolution I, LO, CdP, AJS-OCI, GCL (groupe libertaire), UGEB-UNEF. 2 exposés d'introduction par 2 membres de l'ex-Ligue :

- 1) Qu'était la LC
- 2) Pourquoi la dissolution ?

Une centaine de personnes présentes. Appel à la création d'un comité local : 1ère réunion mardi 17.7.

Dimanche à la fête de Lip : distribution d'un tract contre la dissolution de la Ligue et sur la lutte de Lip, signatures de l'appel, vente massive de Rouge qui a dû être arrêtée faute de journaux (60 vendus dès les 1ères heures), plus prise de parole en fin de soirée dimanche.

la dissolution ?

La Rochelle : le 10, 250 personnes meeting très combattif. Ont pris la parole :

- Ligue des Droits de l'Homme
- CGT, CFDT, FEN
- un militant de l'ex-Ligue
- Le PCF
- un travailleur immigré.

Dijon : le 12-7-73, meeting contre la dissolution de la LC.

250 personnes ont assisté au meeting contre la dissolution de la Ligue Communiste. Une assistance attentive et déterminée à poursuivre la lutte pour l'abrogation du décret de dissolution de la Ligue, la libération de Krivine et Rousset.

## Clermont-Ferrand

Vendredi matin 20 juillet

Tôt le matin des inscriptions gigantesques :

NON à la dissolution de la LC  
Marcellin enfant de Pétaïn  
Libérez Krivine et Rousset,

ont été tracées à la peinture blanche sur la chaussée tout le long de la route qui escalade le Puy-de-Dôme. Les flics et les organisateurs du Tour de France, furieux ont dû se résigner à cette publicité pas très clandestine, à la télé, comme aux yeux des 100 000 spectateurs venus ce jour-là assister à la fin de l'étape du Tour.

Vendredi soir 20 juillet

Les diffuseurs de ROUGE, venus apporter leur soutien aux grévistes de Lip ont diffusé massivement le journal à l'issue du meeting organisé en commun par les grévistes de Lip qui suivent le Tour et les unions départementales CGT et CFDT. Cela n'a pas été sans mal.

Le service d'ordre de la CGT aidé par des militants du PCF (tels que le candidat PCF aux législatives), sous prétexte que les syndicats étaient seuls organisateurs du meeting a prétendu nous refouler loin de la porte d'entrée dans la rue. Nous avons refusé de céder à cette exigence intolérable. Une polémique assez vive s'est engagée entre les membres du SO-CGT, du PCF et les diffuseurs.

« Soyez conséquents, vous soutenez la Ligue Communiste, vous ne pouvez ensuite interdire l'expression des marxistes révolutionnaires dans le mouvement ouvrier ».

Des militants CFDT connus venaient ostensiblement acheter Rouge aux diffuseurs pour manifester leur opposition à cette obstruction : des militants CGT élevaient la voix pour reprocher au service d'ordre son mépris de la démocratie ouvrière.

Un membre du SO responsable syndical CGT des ACC (métallurgie clermontoise) est allé jusqu'à arracher deux journaux à une militante et à les déchirer.

Mais devant l'indignation générale, le service d'ordre n'a pu aller plus loin dans la violence. Les militants du PCF retranchés jusque là derrière le paravent CGT pour mener cette opération anti-gauchiste ont sorti précipitamment « l'Huma-Dimanche » : la plupart des membres du SO-CGT se sont alors subitement transformés en bruyants diffuseurs de « l'Huma-Dimanche », « dénaturant » à leur tour par leur intervention politique un meeting qui devait rester « strictement syndical ».

Bilan de l'opération : 16 numéros de Rouge vendus, aucun de l'« Huma-Dimanche » (à notre connaissance) et enfin révélation des contradictions où se met le PCF en refusant d'aller jusqu'au bout dans la défense des marxistes révolutionnaires devant la répression.

Samedi 21 juillet

16 « Rouge » vendus devant les portes des Galeries de Jaude, malgré l'intervention d'un fourgon de policiers. Aucune arrestation : tous les diffuseurs se sont échappés à temps.

## Nîmes

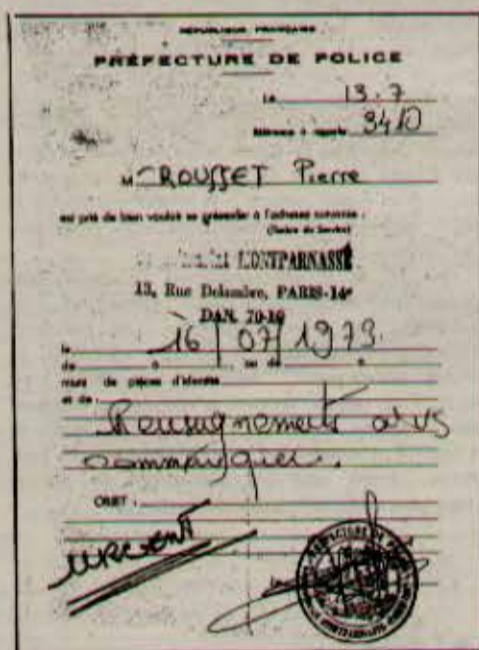
Des lecteurs de « Rouge » ont proposé à la section de Nîmes du PSU de participer à un comité contre la dissolution de la Ligue Communiste. A la première réunion, le PSU assure qu'une réunion du collectif de défense des libertés, le 10 juillet donnerait les moyens efficaces de protestation et de soutien et a entretenu pendant plus de deux heures un climat de cafouillage désolant. Le 11 juillet, des délégués du PSU firent un rapport à la réunion du collectif, ne dirent aucun mot des réactions à la lettre que les lecteurs de « Rouge » avaient fait parvenir, par leur intermédiaire, proposant, entre autres, une vente commune de la presse de gauche et d'extrême-gauche. (La seule décision du collectif fut un communiqué de dix lignes dans « Midi Libre » !). Puis ils donnèrent la position du PSU, refus de participer au comité contre la dissolution prétextant que l'ex-Ligue était trop faible localement, qu'ils ne voyaient pas la nécessité de la défendre, qu'ils n'étaient pas les « bonnes sœurs de l'extrême-gauche » (textuellement !), accusant malhonnêtement l'ex-LC de vouloir profiter de la situation, ils refusaient, en quelque sorte, de faire aucune publicité autour d'elle. L'ex-LC avait une intervention (inégale certes !) depuis plus de quatre ans sur la ville et organisait dernièrement, le 1er juin, une réunion débat de 80 personnes, sur le « printemps chaud » avec D. Bensaid.

Ajoutons que depuis longtemps le PSU de Nîmes a pris la petite porte de l'Union de la Gauche et que, bien souvent, le cul entre deux chaises, il est bel et bien assis sur le fauteuil de droite !



Manifestation du GIM (section allemande de la quatrième internationale) le 30 juin à Bonn.

## LIBEREZ KRIVINE ET ROUSSET



Notre camarade Pierre Rousset est incarcéré à la Santé depuis le 22 juin. Le 13 juillet, il recevait la convocation suivante l'appelant à se rendre au commissariat du 14ème pour le 16 du même mois. Il ne s'y est pas rendu. Et pourtant c'était urgent. Quelle peine Marcellin lui réserve-t-il ?

Cela ne doit pas se reproduire :  
**LIBEREZ PIERRE ROUSSET  
(ET ALAIN KRIVINE)**

## LETTRE DE RICHARD DESHAYES

Corse, le 29/6

La Ligue Communiste vient de faire l'objet d'un arrêté de dissolution, je ne sais pas le nom exact de cette mesure arbitraire mais je comprend bien qu'elle signifie des poursuites contre des individus qui comme moi aspirent à une transformation radicale des rapports de production et partant des relations humaines à l'échelon universel. Il se trouve que cette aspiration commune à l'émancipation du genre hu-

main, nous avons depuis des années cherché à lui donner vie, forme et puissance en acte mais de manière largement divergente et opposée. C'est cette contradiction même qui me permet aujourd'hui que vous êtes en but aux persécutions du pouvoir de vous assurer de mon soutien moral et en toute éventualité pratique. Toute ma sympathie à vos amis emprisonnés. Pour tous, le jour viendra.

R. Deshayes

# EN FRANCE

## DELEGATION DES SIGNATAIRES DE L'APPEL AU MINISTRE DE LA JUSTICE

Ce mercredi 25 juillet à 14 H 30, une délégation du Comité pour l'abrogation du décret de dissolution de la Ligue Communiste, la levée des inculpations et la libération d'Alain Krivine et de Pierre Rousset s'est rendu place Vendôme au Ministère de la Justice. Les 22 membres de cette délégation ont été successivement reçu par un membre du cabinet du garde des sceaux et ont fermement insisté (cf note remise ci-joint) sur le caractère scandaleux de la dissolution de la Ligue, des poursuites entreprises et du maintien en détention de Krivine et Rousset.

Pouvoir à cette période de l'année organiser une telle délégation en dit long sur les réactions qu'a suscité et que suscitent les initiatives répressives de Marcellin et de Pompidou... et le représentant de Taittinger a pu y être sensible. De même, une certaine gêne à l'égard des déclarations publiques de Marcellin était perceptible Place Vendôme.

Composition de la délégation :

Claude Estier  
Gilles Martinet  
Claude Bourdet  
Albert Detraz  
Jean-Pierre Faye  
Lucette Valenski  
Jean René Chauvin  
Marcel Francis Kahn  
Patrick Lereux-Hugon  
Madeleine Reberieux  
Pr Alex Minkowski  
Pr G. Schapira  
Georges Boudarel  
Marianne Schaub  
Serge Reggiani  
Yves Boisset  
M. Cloarec  
CL. Meillassoux  
Simone Signoret  
B. Volokhine  
Ch Malamoud  
E. Zetline

Le comité pour l'abrogation du décret de dissolution de la Ligue Communiste, la levée des inculpations et la libération d'A. Krivine et de P. Rousset a reçu à ce jour des milliers de signatures en provenance de milieux très divers, appuyant ses objectifs et se joignant à lui.

C'est au nom de ces milliers de signataires, et en leur nom propre que les membres de la délégation venus aujourd'hui rencontrer Monsieur le Garde de Sceaux protestent énergiquement contre l'immixtion ouverte du pouvoir politique et notamment de Monsieur le Ministre de l'Intérieur dans l'instruction judiciaire dirigée contre A. Krivine et P. Rousset, l'interview remise au Journal France Soir et diverses déclarations publiques outre qu'elles violent le théorique secret de l'instruction, constituent une pression politique ouverte et donnent un fondement inadmissible à la décision du parquet de maintenir en prison Alain Krivine malgré la décision du juge d'instruction.

Nous demandons à nouveau, fermement, outre l'abrogation du décret de dissolution de la Ligue Communiste et l'arrêt des poursuites, la mise en liberté immédiate d'Alain Krivine et de Pierre Rousset

Paris le 25 juillet 1973.



## INDE

(...)La Ligue Communiste Section Indienne de la IVème Internationale condamne avec la plus grande indignation la mesure anti-démocratique prise par le gouvernement français. Elle demande à ses militants dans les différents états de l'Union Indienne de protester contre cette mesure en organisant des meetings unitaires avec les partis de gauche et démocratiques et les organisations étudiantes.

Faisons savoir au régime Pompidou que les actions arbitraires de sa police politique soulèvent une réprobation internationale :

- abrogation du décret de dissolution de la LC
- Mettons en pratique le mot d'ordre de la classe ouvrière internationale : « une attaque à l'un de nous est une attaque à tous ».

Secrétaire Général  
M. DESAI

COMMUNIQUE DE PRESSE  
4 juillet 1973  
Prière d'insérer

Le syndicat CGT de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Gard, se solidarise avec le mouvement de protestation contre :

- la dissolution de la LIGUE COMMUNISTE
- l'emprisonnement d'Alain KRIVINE et d'autres militants.

A travers la dissolution de la Ligue Communiste, c'est l'ensemble des libertés individuelles, syndicales et politiques qui sont menacées.

Cette mesure de répression s'inscrit dans le contexte de multiples attaques contre le mouvement ouvrier et ses organisations (attaque des grévistes de Fos sur Mer par les CRS, répression policière à Besançon, coup de main des commandos fascistes contre les ouvriers chez Peugeot, à St Etienne...)

Le syndicat CGT de la CPAM se joint au mouvement de protestation et appelle les travailleurs à rester vigilants et unis pour dénoncer et contrer toutes les formes de répression.

Syndicat CGT, CPAM, Nîmes.

## ENCORE UNE ATTEINTE AUX LIBERTES LA LIGUE COMMUNISTE DISSOUE...

Le Syndicat CFDT, Secteur Social des Yvelines :

- Dénonce qu'un meeting raciste organisé par un groupe fasciste (Ordre Nouveau) ait pu être organisé à Paris le 21 juin malgré la loi Pleven de juillet 72 interdisant ce type de réunion.

- Dénonce la collusion entre les forces de l'ordre et l'Ordre Nouveau (ex : accompagnement du service d'ordre d'O.N sous la protection des forces de Police.)

- Dénonce cette collusion servant la politique patronale qui tend à faire reconnaître sur le plan national des organisations fascistes dites « syndicales » type CFT.

- Dénonce la répression contre les militants anti-fascistes : arrestations, perquisitions, inculpations, mise à sac du siège de la Ligue par les forces de l'ordre, DISSOLUTION DE LA LIGUE COMMUNISTE.

- Dénonce l'amalgame Ligue Communiste-Ordre Nouveau fait par le pouvoir pour camoufler à l'opinion une tentative de démantèlement d'une organisation ouvrière et une attaque contre le mouvement ouvrier.

- Demande que des contacts unitaires soient pris dans les plus brefs délais à toutes les instances de l'organisation pour que la riposte s'organise dans la suite des manifestations du 20 juin pour la « Défense et l'extension des libertés démocratiques ».

Le 30 juin 1973  
Le Conseil Syndical

## BENGALE

### RESOLUTION CONDAMNANT REGIME POMPIDOU

Le Comité du Bengale Occidental de la Ligue Communiste, Section Indienne de la IVème Internationale condamne vigoureusement... l'attitude scandaleuse du régime capitaliste français dirigé par le gouvernement Pompidou qui impose ses mesures répressives et la dissolution de la Ligue Communiste Section Française de la IVème Internationale.

Si la classe capitaliste impérialiste du monde pense comme le pense cette classe en Inde dirigée par Indira Gandhi qu'elle peut stopper la marche historique vers la révolution socialiste par des mesures répressives de ce type, elle se trompe totalement. Nous les révolutionnaires du monde ne citons pas seulement la phrase de Marx « Proletaires de tous les pays, unissez-vous », nous lui donnons un contenu concret en nous solidarisant totalement avec les partis révolutionnaires de la classe ouvrière du monde entier et notamment de France.

Les masses exploitées de l'Inde expriment leur solidarité la plus profonde avec la Ligue Communiste au même moment, les masses travailleuses de l'Inde dénoncent et stigmatisent le gouvernement français pour sa politique répressive qui se cache derrière une propagande prétentieuse visant à faire apparaître à l'extérieur de la France le régime français comme un champion de la démocratie.

La Ligue Communiste de l'Inde (Comité du Bengale Ouest) exige du gouvernement français le retrait immédiat de l'interdiction de la Ligue Communiste.

## BELGIQUE

Aux camarades de la Ligue Communiste, Après avoir appris l'interdiction de la Ligue et l'incarcération du camarade Krivine, par la bourgeoisie et ses laquais habituels, nous considérons que ceci est une atteinte aux droits démocratiques du mouvement ouvrier et de ses organisations. L'internationalisme n'est pas mort ! Des travailleurs de la carrière de Scouffleny, Hainaut-Belgique.

Suivait une quarantaine de signatures.



Numero special du journal de l'IMG, section anglaise de la IVe internationale

## LUXEMBOURG

Dès l'annonce de la dissolution de la Ligue Communiste, les militants marxistes révolutionnaires au Luxembourg ont réagi. Dans la nuit du 27 au 28 juin des militants révolutionnaires ont attaqué les résidences françaises à coups d'œufs remplis de couleur rouge et d'inscriptions géantes contre l'interdiction. Une manifestation de protestation organisée par la LCR, organisation sympathisante de la IVème Internationale, a réuni devant l'ambassade française plus de 100 militants. Plus de 20 000 tracts ont été distribués dans tout le pays à la population. Une pétition protestant contre l'interdiction de la LC et l'arrestation d'Alain Krivine et de Pierre Rousset a recueilli plus de soixante signatures de personnalités diverses, dont la direction du Parti Ouvrier Socialiste Luxembourgeois et de membres influents de la CGT luxembourgeoise. Pour la rentrée d'autres actions unitaires sont envisagées.

### UN APPEL CONTRE L'INTERDICTION DE LA LIGUE COMMUNISTE

Cet appel compte 115 signatures de « personnalités » : de nombreux professeurs et avocats, 2 députés sociaux-démocrates, toutes la direction du POSL (parti ouvrier socialiste luxembourgeois) dont Antoine Webenkel, président du POSL et Grand-Maître de la Grande Loge du Luxembourg, la présidente des Femmes Socialistes, le Bureau National des Jeunesses Socialistes Luxembourgeoises, le directeur du « Tageblatt » (1), Jacques F. Poos, des membres de la direction de la Fédération Générale des Instituteurs Luxembourgeois, le président de la Libre Pensée Générale, le président d'Amnesty International Luxembourg, le président de la Ligue de l'Enseignement, des responsables syndicaux régionaux, des fonctionnaires des Communautés Européennes, le président du Syndicat de l'Enseignement Technique et Professionnel.

Aucun membre du Parti Communiste Luxembourgeois ou de ses parastuctures n'a signé. La direction de la CGT et surtout de son syndicat le plus important, le LAV (Fédération ouvrière luxembourgeoise), sous domination social-démocrate, n'a pas signé non plus parce que la LCR a impulsé la radicalisation des travailleurs à Eurofloor (Wietz) et à FAM (Merch) qui ont débordé la direction syndicale à certains moments. Des menaces d'exclusion de camarades de la LCR ont été proférées par la bureaucratie du LAV.

(1) Le « Tageblatt » est le 2ème journal du Luxembourg, il appartient à la CGT mais il est considéré comme le journal du POSL.

## KAMERUN

(Union des Populations du Cameroun)

### LETTRE DE L'UPC

Nous publions une lettre du Comité Révolutionnaire de l'UPC (Union des Populations du Cameroun) adressée aux militants de l'ex-Ligue. L'ex-Ligue Communiste avait proclamé sa solidarité aux militants de l'UPC réprimés et pourchassés par l'impérialisme sans négliger le débat fraternel rendu nécessaire par certaines divergences politiques. Les lettres de l'UPC constituent une preuve décisive de son attachement à l'internationalisme prolétarien et de ses préoccupations pour le développement du mouvement révolutionnaire international. S'extraire d'une vision nationalo-centriste est un acte décisif pour faire progresser la révolution en Afrique. Sans aucun doute le Comité Révolutionnaire de l'UPC œuvre dans ce sens.

C.G.

Le 12 juillet 1973

Chers amis,

C'est avec une réelle et profonde indignation que le Comité Révolutionnaire de l'UPC a appris que le Conseil des Ministres du gouvernement Pompidou venait de dissoudre la LIGUE COMMUNISTE.

Notre attention a été attirée sur les tendances profondes du régime Pompidou à l'occasion de l'odieux assassinat du Président Ernest OUANDIE, assassinat dont l'impérialisme français fut le maître d'œuvre et au lendemain duquel Pompidou vint impudemment crier « Vive Ahidjo » à Yaoundé. C'est dire que l'évolution de ce régime vers des formes « musclées » ne nous surprend guère.

Il est tout à l'honneur de la Ligue Communiste de n'avoir hésité à mettre son existence en jeu pour barrer la route aux menées fascistes en France.

Dissoute alors et parce qu'elle prenait fermement la défense des travailleurs immigrés contre la montée de la xénophobie et du racisme dont s'accroît de plus en plus le caractère pompidouien, la Ligue Communiste, par ce fait même, a donné une nouvelle preuve éclatante de son internationalisme conséquent.

Notre parti tient donc à vous faire connaître son entière solidarité et vous prie de transmettre aux dirigeants et autres membres de l'ex-Ligue actuellement détenus l'expression renouvelée de la sympathie des militants révolutionnaires kamerunais.

Le Comité Révolutionnaire de l'UPC est convaincu que la mesure de dissolution de la LIGUE COMMUNISTE ne paralysera nullement les énergies de ses militants qui sauront certainement trouver les formes et moyens d'expression de leur présence toujours plus active dans les luttes des travailleurs en France et aux côtés des révolutionnaires du monde entier.

Salutations militantes internationalistes.  
Pour le Comité Révolutionnaire de l'UPC.  
WOUNGLY-MASSAGA  
Membre du C.R.

### UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DU KAMERUN

Paris le 30 juin 1973

Aux amis de la Ligue Communiste

Chers amis,  
Nous avons appris avec un profond regret et une réelle amertume la décision du gouvernement français de dissoudre votre organisation. Vous devez vous douter de ce que nous en pensons.

Notre récente collaboration nous a permis d'apprécier comme il se doit votre attachement au bien fondé de la lutte internationale contre l'ennemi commun : l'impérialisme sous toutes ses formes.

En ces moments difficiles, nous tenons à vous témoigner notre entière solidarité et à vous apporter notre soutien inébranlable.

Chers amis,  
Un sigle n'est rien. Ce qui importe, ce qui est essentiel, c'est son contenu.

Dans la prochaine phase de votre combat, vous pouvez compter sur la solidarité militante des étudiants kamerunais regroupés au sein de leur organisation : l'Union Nationale des Etudiants du Kamerun (UNEK).

Veillez croire chers amis, à notre solidarité militante.



Panneau d'information du GIM sur la dissolution de l'ex-Ligue.

## LE COMITE DES TRAVAILLEURS DE LA PRESSE ET DE L'AUDIOVISUEL

■ Les soussignés, travailleurs de la presse et de l'audiovisuel, employés, ouvriers et journalistes, réunis à Paris le 19 juillet 1973,

considérant que la dissolution de la Ligue Communiste, l'emprisonnement d'Alain Krivine et de Pierre Rousset, constituent une aggravation de l'offensive du pouvoir contre les organisations ouvrières et les libertés démocratiques,

considérant que la récente arrestation de diffuseurs de « Rouge » apparaît comme une menace contre l'existence de cet hebdomadaire, et donc une nouvelle étape dans le processus d'asphyxie de toute possibilité de liberté d'expression,

adhèrent à l'appel national pour l'abrogation du décret de dissolution de la Ligue Communiste et pour la libération immédiate d'Alain Krivine et de Pierre Rousset.

décident de créer sur les bases de cet appel un comité des travailleurs de la presse et de l'audiovisuel.

Au cas où les entraves à l'existence de « Rouge » se développeraient, les soussignés s'engagent à mettre tout en œuvre pour permettre de continuer sa diffusion.

Gérard Aimé (Boojum), Claude Angeli (Canard Enchaîné), Charles Brabant (réalisateur TV), Jacques Billifre (Paris-Normandie), J.R. Chauvin (liaisons sociales), C. de

Chenan (La Croix), I. Cloarec (employée au Monde), Marie-Odile Fargier (Combat), Daniel Gentot (United Press International), Sylvain Gouz (Combat), Catherine Guyot (pigiste), J.P. Montagne (Zoom), Jean Lattes (photographe), Michel et Danielle Puech (Zoom), Marc Semo, J.M. Simonet (photographes), Toublet (correcteur), Edith Zetline, le Syndicat Français des réalisateurs de Télévision CGT, les rédactions de Agence Presse-Libération, Tribune Socialiste, Charlie-Hebdo, Libération, Rouge, Politique-Hebdo.

Adresser la correspondance à Catherine Guyot, 64 bd de Bercy, Paris 12ème

Ont par ailleurs signé l'appel national : Maurice Achard (Combat), René Backman (Nouvel Observateur), Gérard Bloncourt (phot.), Jacques Boivin (Zoom), Hervé Chaballier (Nouvel Observateur), Maurice Coriat (Zoom), J.J. Deutsch (Nouvel Observateur), Albert Durois (Express), François Hers (Viva), Horace (Boojum), Alain Jaubert, Claude-André Julien (N.Obs.), J.C. Loiseau (Express), J. Narboni (Cahiers du cinéma), Guy Perrimond (Unité), Roger Pic (phot.), Robert Pledge (Zoom), Claude Raymond dit Yvon (Viva), Serge Richard (Unité), Bernard Schreiner (Témoignage Chrétien), Charles Schechter, Laurence Gratin (liaisons sociales), et le syndicat des correcteurs CGT.



Numero special du journal du GIM sur la dissolution.

Le conflit se durcit à Lip. Le syndic chargé de la liquidation de la société a posé aux grévistes 3 conditions : restitution du stock, restitution de l'argent des « ventes sauvages », réintégration de tous les cadres. Ce faisant, il personnifiait la loi bourgeoise face à des prolétaires jugés en situation illégale. Mais la loi n'est la loi que face à un rapport de forces fluctuant entre ceux qu'elle protège et ceux qu'elle réprime. Le jour même de la mise en demeure, « Le Figaro » expliquait qu'on ne peut pas demander aux ouvriers en grève d'abandonner leur trésor de guerre. Le lendemain, « La Nation » elle-même suggérait que la loi soit appliquée de façon plus souple... Qui tranchera, et comment ? L'impact national et international de la grève, la valeur d'exemple qu'elle a pris, rendent difficile une simple répression. C'est pourtant la voie qu'a prise le gouvernement Pompidou depuis plusieurs mois et apparemment la seule qu'il reconnaisse aujourd'hui comme valable. En dernière analyse, ce sont la combativité des ouvriers de Lip et la solidarité de leur classe qui décideront de l'issue du conflit.



## les tribulations d'un syndicat

Après avoir tenté d'amadouer les grévistes de LIP en venant serrer quelques mains à l'usine de Palente, le syndic montre aujourd'hui son vrai visage : la fermeté. Pendant toute la première semaine, le louvoiement a été sa politique. Un matin il déclarait que rien ne pourrait se négocier tant que les 3 préalables suivants ne seraient pas réglés :

- restitution du stock de montres
- remise de l'argent provenant des ventes faites par les ouvriers
- réintégration sans exclusive de tous les cadres.

L'après midi de la même journée ces « broutilles » étaient oubliées, le syndic essayant en vain de gagner la confiance des grévistes. Parallèlement une série d'hommes d'affaire, venus on ne sait d'où, arrivaient à l'usine ou y écrivaient, et déclarant bien haut : « Nous avons des milliards derrière nous, nous sommes prêts à racheter l'usine et à la refaire tourner sans qu'il y ait de licenciements... tout va s'arranger... ». Bref, tout était fait pour endormir la vigilance des grévistes — tout en sondant leur résistance —.

Dimanche par contre, le syndic tente le coup de force ; il réaffirme son autorité et redéveloppe les préalables un moment abandonnés. En cela il ne fait que suivre les injonctions du patronat et du gouvernement qui commencent à trouver que l'expérience LIP dure un peu trop longtemps. Pour eux il faut que dans 5 semaines tout soit réglé dans les meilleures conditions ; il faut qu'à la rentrée de septembre, LIP soit totalement oublié ; il faut que le brasero soit éteint depuis suffisamment longtemps pour n'être qu'un souvenir héroïque de la lutte des classes et non un exemple vivant... et contagieux.

Alors pour le gouvernement comme pour le syndic, trois solutions sont possibles :

- l'épreuve de force
- le pourrissement
- céder aux revendications des grévistes.

### LA SOLUTION DE FORCE ?

...autrement dit, l'occupation de l'usine par les flics et le réembauchage individuel.

Militairement il est évident que les grévistes ne résisteraient pas longtemps à une invasion des « casques ». Mais quel serait les résultats de cet affrontement ?

Certes les grandes usines sont fermées, la classe ouvrière est en principe « en vacances », mais malgré cela une réaction très dure et très large est prévisible ; de plus cette année il n'y a pas de « vacances politiques ».

De plus, vider l'usine des grévistes ne solutionne rien le problème ! A moins que Marcellin lui-même s'associe avec Ebauches et convertisse une compagnie de CRS en paisibles horlogers.

« A LIP, ON FABRIQUE UN MORCEAU DE L'HISTOIRE OUVRIÈRE »

...déclarait à juste titre un gréviste. Effectivement, dans plusieurs petites boîtes, LIP a fait des émules. Dernièrement encore à Longuyon (Meurthe et Moselle), 25 ouvriers ont mis sous séquestre leurs machines à coudre et envisagent de les vendre pour se dédommager de leurs licenciements. Aussi faut-il être complètement aveugle pour répéter inlassablement comme le font les dirigeants du PC et de la CGT : « à LIP il ne s'agit que d'une forme de lutte originale ! Mais il n'est pas question de vouloir la faire imiter par l'ensemble de la classe ouvrière : les travailleurs de la SNIAS ne vont pas demain se mettre à fabriquer des Concorde !... »

Déclarer cela, c'est nier tout simplement la dynamique et le sens de ce qui s'est passé à LIP : il s'agit bien plus que d'une simple forme de lutte, il s'agit dans un laps de temps et bien précis de la remise en cause de la nécessité du patronat : en se rendant maîtres du stock de montres, et en remettant en marche la production, c'est une remise en cause des rapports de production et de la propriété capitaliste qui est faite !

Quant à l'exemple de la SNIAS et du Concorde, il peut facilement être démonté : souvenons nous comment en Italie, en 51, des travailleurs d'une usine qui fabriquait des tanks en temps « normal », ayant choisi eux aussi de remettre en marche la production pour faire pression sur le patronat, se sont mis à faire des tracteurs et non des tanks au marché guère populaire ! A la SNIAS, les travailleurs ne fabriqueraient certainement pas de Concorde, mais autre chose !

C'est en ce sens que cette lutte de LIP est une grève charnière dans la lutte des classes tant en France qu'à l'étranger.

Dans un tel contexte de remontée de la combativité ouvrière, de crise de l'idéologie capitaliste, mais aussi de crise des piliers du pouvoir (police, armée, justice, etc...), la grève de LIP dépasse largement le cadre de l'entreprise, et ne sera pas oubliée au contraire.

Les grévistes hors de l'usine sont aussi dangereux pour le pouvoir qu'à l'intérieur. Ils ne seraient pas isolés, bien au contraire, cela ne pourrait qu'intensifier la campagne de popularisation.

Autrement dit, envoyer une fois de plus les flics à LIP serait une grosse erreur. Cependant c'est une éventualité qu'il ne faut pas sous-estimer malgré tout, et à laquelle les travailleurs extérieurs à l'usine doivent être aussi prêts que le sont les grévistes eux-mêmes.

### LE POURRISEMENT ?

C'est bien évidemment la tactique depuis le début de la grève. Par une série de revirements, de faux espoirs, de coups de force avortés, etc... on essaye soit de diviser les travailleurs, soit de les démobiliser et de les décourager. Là aussi, une telle tactique n'a aucune chance de réussir.

Depuis 6 mois les travailleurs luttent contre les licenciements, aujourd'hui ils ont de quoi tenir ferme plusieurs mois encore, de plus ils ont conscience de l'enjeu énorme de leur lutte et du danger qu'elle représente pour le capitalisme ; aussi ne vont-ils pas lâcher avant que des garanties réelles ne leur soient données. Aucune parlotte, aucun sourire ne les convaincra. La politique du bâton et de la carotte qui leur a été successivement appliqué n'a eu qu'un seul résultat : leur forger un moral d'acier et un esprit de méfiance et de vigilance systématique envers toute nouvelle proposition.

### ALORS, CEDER AUX REVENDICATIONS ?

Ce serait effectivement la seule solution. Mais Ebauches ne veut pas financer les 2 secteurs non rentables, tous les industriels qui se déclarent intéressés par l'affaire se récusent rapidement, l'IDI est écoutée au niveau financier, quant au gouvernement il reste passif.

A priori donc, tout semble bloqué, c'est l'impasse. Effectivement, vu la dimension nationale du conflit et les problèmes économiques posés (débouchés principalement) la solution réside quasi entièrement dans les mains du gouvernement. A lui de chercher et de trouver une solution : aucun industriel français ou étranger n'est prêt à se lancer à la tête de LIP sans ces garanties formelles d'aide et de soutien d'Ebauches certes, mais aussi et surtout du gouvernement.

### MONTBELIARD

A l'initiative du comité de soutien à LIP (PSU, Rouge, CdP, Révolution !) une série de sketches ont été réalisés samedi dans une rue de Montbéliard. Ces sketches sur les conditions de travail avant la grève, les licenciements, les formes de lutte, la remise en marche de la production, la nécessité du soutien, etc... ont rassemblé plus de 400 personnes.

De plus le problème de LIP affecte 1 300 employés mais celle-ci est dépendante de l'industrie horlogère.

En résumé, soit le risque de grève jusqu'à la rentrée, et à ce contexte social actuel, l'industrie horlogère ne sera acceptée, et une victoire sera obtenue. Encore une fois que « seule la combativité des grévistes fera la différence ».

### « RIEN NE POURRA PLUS »

...de cela, l'ensemble des grévistes conscients. Aujourd'hui à France, racontait avec émotion avec d'autres travailleurs : ont dit une chose qui nous n'allez pas reprendre le travail pas envisageable ça ! On ne peut pas envisager ça !

Tel est en effet un problème avec acuité et que le problème remis à l'ordre du jour.

— Va-t-on se payer sur le salaire égalitaire comme l'enthousiasme du début ?

— Va-t-on laisser rentrer les anti-ouvriers dans la boîte passé ?

Jusque là, la perspective de travail apparaissait lointaine. Il faudrait se retrouver derrière le patron... mais on préfère aujourd'hui à l'heure de cette échéance peut arriver le problème se pose de comme lutte. Quels organes se donneront l'attaque ne sera faite par le acquis ? Comment maintenant même après la reprise ? Le problème est fondamental aujourd'hui.

### RESTER VIGILANTS

...Tel est le mot d'ordre des ceux qui étaient partis en grande AG est prévue pour maintenant, la participation présente est demandée. C'est une demande de vacances ont dû s'inscrire existantes. Chaque « anti-contrôle la présence et le travail. Les grévistes inactifs qui se contentent de prendre l'air seront « bon de sortie ». Car plus le temps consacré à tous les jours de grève pourra être réduit pour favoriser l'animation de la participation des travailleurs. Le soir de nouveau sera projeté « l'entraînement des CRS » grand succès !

La lutte de LIP en est à ces difficultés réelles que la combativité ne se dément pas leur détermination et aussi de la classe ouvrière. C'est cela que le gouvernement, c'est sur cela qu'il faut mettre l'accent.

Encore et toujours, la solidarité de la grève de LIP sera une arme.



CHANSON COMPOSEE PAR LES GREVISTES A PROPOS DU SYNDIC (M<sup>o</sup> Jacquot)

Le 23 JUILLET, GALA IMPROMPTU AU LIEU DIT SALLE DES SEQUESTRATIONS

Paroles extraites du tour de chant de M<sup>o</sup> Jacquot surnommé LE ROUAGE.

Sur l'air de « Je vous ai apporté des bonbons »

Je vous ai apporté mon ronron  
Parce que les LIP c'est pourrissable  
Puis le ronron c'est tellement bon  
Bien que les flics soient plus présentables  
Surtout quand ils sont en escadron  
Mais  
Je vous ai apporté mon ronron.

J'espère qu'on pourra vous licencier  
Qui votre stock n'y fera rien  
On ira voir passer l'écrin  
Qu'il vous faudra bien ramener  
Quel beau dimanche allez pour la saison  
Je vous ai apporté mon ronron  
Si vous saviez ce que je suis fier  
De vous voir encore près de moi  
Vos gens me regardent de travers  
Y'en a même qui sont derrière moi  
Chez Lip c'est plein de polissons

Je vous ai apporté mon ronron

Eh oui ! La justice est moins bien que vous  
Eh oui ! La justice elle est moins belle  
C'est vrai que dans vos rangs elle fera des trous  
C'est vrai que la justice est cruelle  
Ça vous avez mille fois raison  
D'ailleurs je vous ai apporté mon ronron  
Et me voilà presque dans la place  
Sans être pour autant Bayard  
Mais dites moi que c'est par hasard  
Qu'il y a là vos compagnons  
Si vous voulez que je cède la place  
J'avais apporté mon ronron  
Mais bonjour Madame Justice  
Je vous ai apporté des marrons  
Parce que les LIP c'est pas pourrissable  
Puis les marrons c'est tellement bon  
Et que les flics c'est plus présentable  
Surtout quand ils sont en escadrons  
Allez...

ic

LIP n'est pas le problème de  
si d'une région entière  
logère.  
est pris de laisser traîner la  
lors, soyons sûrs que dans le  
e brasero des horlogers  
oyers de lutte; soit une  
ée : la détermination et la  
ont qu'aucune demi-mesure  
pire totale risquera elle aussi  
mple de LIP, et de prouver  
lutte paye ».

ETRE COMME AVANT »

grevistes commencent à en être  
l'A.G. quotidienne, un de  
la caravane LIP du Tour de  
ion les débats qu'ils avaient  
« Beaucoup d'ouvriers nous  
a fait peur : « ...Mais vous  
il comme avant ! ? Ce n'est  
pourrait pas le croire !... ».  
me qui se joue aujourd'hui  
ne de la paye et des cadres a

rgent des montres selon un  
cela était proposé dans

es cadres connus pour être  
comme s'il ne s'était rien

de reprendre un jour le  
On savait bien qu'un jour il  
ère sa chaîne et avec un  
t ne pas trop y penser.  
ansactions, c'est bientôt que  
r. Alors dès maintenant le  
nt maintenir les acquis de la  
er pour contrôler qu'aucune  
patron et ses sbires à ces  
la mobilisation dans l'unité  
débat ne fait que s'ouvrir,  
rd'hui.

grevistes. Le 31 juillet tous  
vacances rentreront; une  
organiser la grève. Mais dès  
active de tous les grévistes  
eux qui sont rentrés de  
dans une des commissions  
mateur de commission »  
avail effectué pour la lutte...  
ontentent de passer à l'usine  
considérés en vacances, en  
s grévistes seront nombreux  
e travail sera réparti, et plus  
s problèmes matériels de la  
r chacun. Cela permettra de  
grève au maximum, et la  
s à cette animation. Mardi  
« Peugeot Sochaux 68 » et  
ce dernier ayant eu un

son 100ème jour, et malgré  
elle peut connaître, la  
Mais leur force réside dans  
ans la solidarité active de la  
i fera plier le patronat et le  
qu'il faut plus que jamais

arité et la popularisation de  
pour la victoire !

Le 23 juillet 73  
S. TRITON.

# que va-t-on faire des cadres

Depuis quelques jours, en même temps que le syndicat, quelques cadres viennent rôder à LIP, et essayent de rentrer dans l'usine. Quand on leur demande de participer à une commission pour faire la preuve de leur solidarité, ils déclarent accepter de créer une commission de réorganisation ! A quoi certains travailleurs rétorquent en demandant de créer une commission d'épuration ! Bref le problème est aigu, le débat là-dessus animé. Voici un extrait de la Taupette distribuée le 23/7/73 à ce propos.

## QUELLE A ETE L'ATTITUDE DES CADRES

Au début de la lutte, ne sachant pas jusqu'où ça irait, ils suivaient, un peu mollement certes, le mouvement. Ils défendaient un peu leur emploi aussi ! Mais quand les choses se sont précisées, quand la remise de la boîte et la vente des montres ont été décidées, alors là tout a été clair : la plupart ont quitté le navire. Pour ceux-là, la vente était illégale. Pour ceux-là, qui n'avaient pas confiance en notre lutte, passer de notre côté, cela signifiait perdre la confiance des patrons, c'est-à-dire être virés ou ne pas retrouver un emploi ailleurs. C'est pourquoi ils ont choisi le camp de la légalité des patrons.

Seuls quelques uns sont restés de notre côté. Que va-t-on faire de ceux qui se sont barrés ?

## QUE VA-T-ON FAIRE DES CADRES ?

Va-t-on les laisser revenir à la boîte, maintenant ? Après la reprise ? Ou pas du tout ? C'est un débat qui a été abordé en A.G. et interrompu un peu rapidement. Si, certes, ce n'est pas la question centrale de la lutte, il faudra tout de même à nouveau l'aborder, car d'une part, le syndicat avance la réintégration des cadres dans les préalables, et d'autre part, cela pose le problème de la garantie des acquis après la lutte.

## PENDANT LA SUITE DU MOUVEMENT

Certains vont redébarquer à l'usine. D'autres attendront le règlement du conflit. D'autres encore ont peut-être déjà retrouvé un emploi ailleurs. Quelle attitude aurons-nous face à ceux qui reviennent ? Sont-ils sincères ?

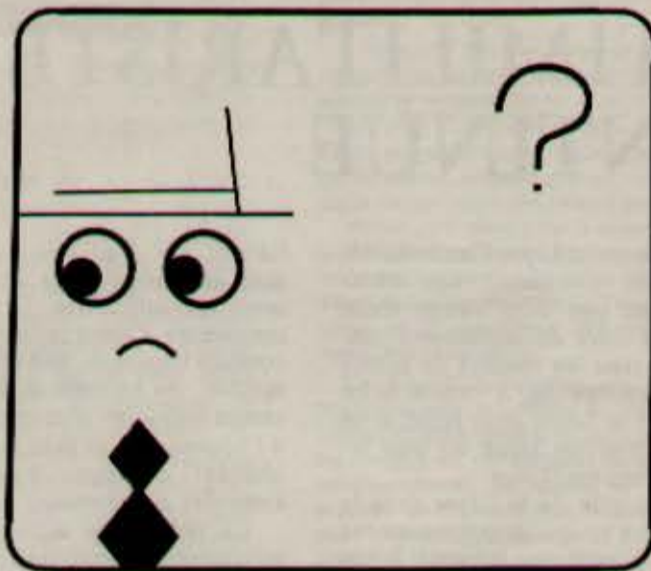
Pour cela, il s'agit de voir quelles motivations les poussent à revenir ici :

- après réflexion (voyons voir, les vacances, c'est comme la nuit, ça porte conseil !), en ont-ils déduit que notre lutte est juste et qu'il faut rejoindre notre combat ?

- ou bien, sentant que nous imposerons certaines conditions, pensent-ils qu'il est bon d'apparaître de notre côté ?

- ou alors essaient-ils de saboter notre lutte (en préparant une provocation, en lançant de fausses informations pour décourager...)

- ou encore, sur ordre de la direction, viennent-ils préparer le retour à la « normale », le syndicat devant continuer l'exploitation ? Cela signifierait un coup de force à brève échéance.



Bien des raisons peuvent donc motiver le retour des cadres. C'est pourquoi nous devons nous donner certaines garanties. Nous devons leur demander :

- de faire une déclaration publique de soutien à nos revendications et à notre forme de lutte  
- et de le prouver concrètement en s'inscrivant dans les commissions, en s'associant à toutes les tâches (garde, entretien, etc...) et en acceptant notre contrôle.

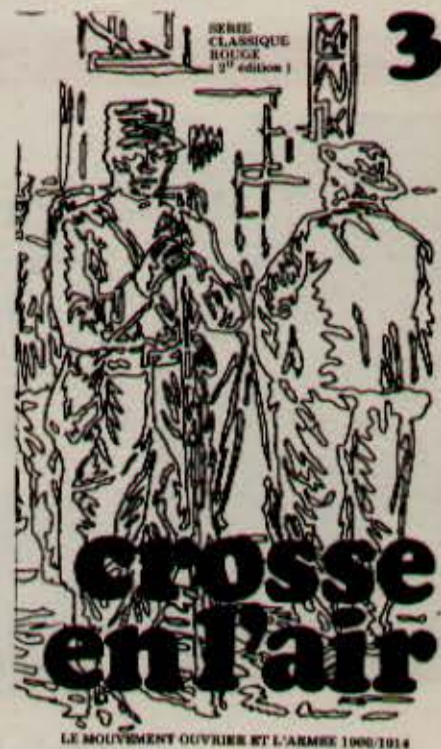
Il ne s'agit pas d'une attitude anti-cadres. Certains sont avec nous depuis le début. Ceux qui reviennent et sont sincères, comprendront très bien les mesures que l'on prend. Les autres, soit seront découragés de faire des tâches jugées « ingrates » et d'avoir toujours un travailleur dans le dos, et alors ils partiront, soit, par notre contrôle, n'atteindront pas leur but : saboter notre lutte.

## ET APRES LA REPRISE

Certes les cadres sont des salariés. Certes ils sont souvent coincés entre le patron et nous. Certes ils peuvent avoir aussi des problèmes d'emploi. Mais ceci dit, doit-on accepter le retour de ceux qui ont eu une attitude manifestement anti-ouvrière ?

Nous ne nous faisons pas d'illusions : la direction trouvera toujours de fidèles valets. Refuser la réintégration des cadres les plus anti-ouvriers, n'est pas pour nous la satisfaction de les licencier (gageons de toute façon qu'ils trouveront facilement un patron à servir), c'est pour nous la façon de montrer à la direction et à ces cadres que nous ne nous laisserons plus mener comme avant.

# LE PCF ET L'ARMÉE



LE MOUVEMENT OUVRIER ET L'ARMÉE 1966/1914

▼ L'Huma du 24/7 publie une longue adresse du PCF aux cadres de l'armée. Le moment n'est pas mal choisi : celui où l'explosion nucléaire de Mururoa soulève une tempête de protestations.

Les positions que le PCF affiche sur la question de la « défense nationale » constituent le meilleur miroir qui soit de son crétinisme réformiste. C'est notamment sur ce terrain qu'il donne toute sa mesure dans son rôle favori : celui de meilleur défenseur de « l'intérêt national ».

Que ne ferait-on pas pour convaincre les cadres de l'armée que le PCF n'est pas cette hydre anti-française que dépeint la propagande officielle ? « La nation, c'est nous... et c'est vous », brame à tue-tête le PC. Entre nous, simplement quelques malentendus, sciemment entretenus par les valets du capital. Flatteries sans bornes :

« Nous connaissons l'honnêteté morale de la grande majorité des cadres de l'armée », « Aujourd'hui, vous assistez à la désagrégation de nombreuses valeurs aux-

quelles vous êtes attachés » etc...

Grandeur et servitude militaire ! Ce n'est plus Marx qui parle, c'est Alfred de Vigny !

Affirmations stupéfiantes ! L'armée française, la belle et noble héritière des soldats de l'An II, confisquée et vouée à des tâches malpropres par le grand capital... Comme si, de Versailles au Tonkin, de la répression des grandes grèves du début du siècle aux guerres de déroute coloniale, cette armée n'avait été intégralement façonnée à l'image de sa classe nourricière !

Le PCF s'adresse aux cadres de l'armée. C'est que, étranger à toute perspective révolutionnaire, il a renoncé depuis bien longtemps à développer une quelconque propagande communiste parmi le contingent. Il s'adresse aux cadres de l'armée dans un langage qui est sensé les toucher : voyez, la stratégie actuelle de la Défense Nationale Française est incohérente, inefficace, dangereuse, voyez, on vous trai-

te comme des chiens de garde, on vous réserve les sales boulots, etc... tout ceci présenté sur le plateau de l'intérêt national, naturellement. Les cadres de l'armée ont leur place réservée à l'auberge espagnole de la Démocratie Avancée au côté des petits commerçants, des gantiers, des ITC, des policiers républicains et des rats laveurs.

Le PCF ne lésine pas sur les moyens pour convaincre les cadres de l'armée de sa bonne foi et de sa « responsabilité »

Écoutons le évoquer les justes luttes du peuple en marche :

« Menées avec esprit de responsabilité, ces luttes ont valeur civique et patriotique face à la mince frange de la société qui reçoit l'aide de l'Etat pour piller les richesses humaines et matérielles de la nation. Cet état de choses, ne peut être masqué par le recours aux provocations et l'utilisation par le gouvernement de quelques actes d'aventures d'une infime

minorité, qui ne servent que les forces de régression sociale.

Autrement dit : n'allez pas nous confondre surtout avec ces chiens de gauchistes qui bouffent du gradé à toutes les sauces et agitent contre l'armée dans et hors le contingent ! Rien à voir !

Rien à voir, certes. A sa manière, le PC a compris que le développement du mouvement antimilitariste le rejetait davantage encore hors du camp de ceux qui luttent et gagnent. A sa manière, il prend le train en marche : en s'adressant à la caste la plus dévouée par fonction et par affinité sociale à la bourgeoisie.

Au reste, la démarche du PC recouvre une préoccupation nouvelle : la montée de « l'autoritarisme » gouvernemental, les menées fascistes au sein de l'appareil d'Etat ne laissent de l'inquiéter. A la manière éternelle des réformistes, il s'efforce d'y faire pièce : en courtisant ceux qui sont commis à lui botter le postérieur.

## LE MOUVEMENT ANTIMILITARISTE CONTINUE

● En frappant la Ligue Communiste, Marcellin nourrissait des ambitions un peu trop vastes. Celle notamment de faire définitivement rentrer dans leur trou les milliers de jeunes dressés au printemps 1973 contre la loi Debré. Prenant la Ligue pour cible, il ne faisait qu'exécuter les vœux les plus ardents de son compère Galley.

En effet, le rôle de la Ligue dans le développement d'un puissant mouvement antimilitariste n'avait pas échappé à nos Castor et Pollux de l'ordre républicain dans les mobilisations contre la loi Debré, dans l'essor du Comité de Défense des Appelés, sanctionné par les journées d'action des 2 et 3 juin, dans toute une kyrielle de luttes contre les brimades et l'embrigadement du contingent, les militants de la Ligue avaient joué un rôle moteur.

La dissolution de la Ligue n'est pas un phénomène isolé. Elle n'est que la pièce maîtresse d'une politique répressive qui n'a pas épargné le mouvement antimilitariste. Récemment, deux objecteurs de conscience, dont le tort est d'avoir mené une lutte exemplaire qui connut un écho très ample, ont été menacés d'être privés de leurs droits civiques. A Tarbes, deux antimilitaristes révolutionnaires, dont Bernard Chamay, ancien candidat de la Ligue aux législatives, ont eu une inculpation « d'atteinte au moral de l'armée » récemment confirmée.

Mais il en faudrait plus pour intimider le mouvement anti-militariste. Ses racines sont trop profondes, son dynamisme lié à sa diversité politique trop grand pour que la marcellinade du 28 puisse créer un quelconque temps mort dans les activités des antimilitaristes. Dès le 14 juillet, le CDA est apparu publiquement dans certains défilés tricolores, à Montpellier et Bordeaux notamment. L'initiative des paysans-travailleurs d'une marche sur le

Larzac, fin août sera une nouvelle occasion de démontrer la vitalité du mouvement anti-militariste. Le CDA s'associera activement à cette initiative. Edité par les comités locaux du Sud-Ouest, un numéro spécial de « Crosse en l'air » sur les camps militaires sera massivement diffusé à l'occasion de la marche et du rassemblement. « Rouge » invite ses lecteurs à s'associer massivement à cette initiative.

La rentrée de septembre trouvera le mouvement antimilitariste plus puissant et plus capable d'initiatives que jamais.

A Bordeaux, Lucien Vallard, non-violent, refuse de porter l'uniforme : 2 ANS DE PRISON !

A Bordeaux, chaque semaine des engagés sont condamnés à la prison pour avoir déserté, PARCE QU'ILS ONT COMPRIS QU'ON LES AVAIT ROULES DANS LEUR CONTRAT D'ENGAGEMENT.

On t'a dit : « L'armée fera de toi un homme ».

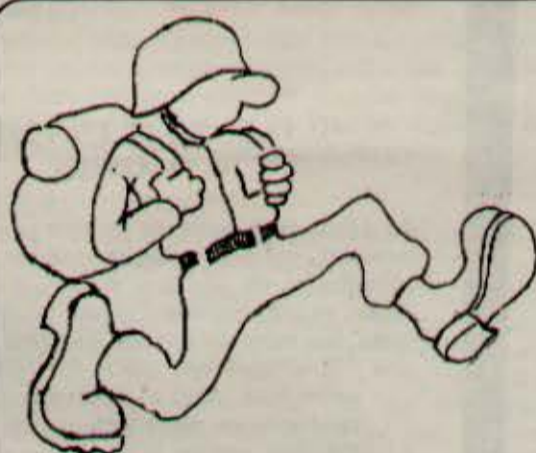
En fait, elle veut te mater, elle veut faire de toi un robot en uniforme, elle veut te préparer à devenir un travailleur docile et soumis à ses chefs !

A BAS L'EMBRIGADMENT DE LA JEUNESSE !

A BAS L'ARMÉE DE GUERRE CIVILE !

LIBERTES POLITIQUES ET SYNDICALES POUR LE CONTINGENT !

Comité de Défense des Appelés  
Bordeaux



qu'est-ce que je fous ici un 14 juillet ?

14 JUILLET : les notables, les bedaines civiles et militaires plastronnent à la tribune, sous le drapeau tricolore... ! Impeccable, « l'armée française au service de la nation » défile...

AU SERVICE DE LA NATION ?  
Quelle blague !

On se servira de toi, appelé ou engagé, pour BRISER DES GREVES (RATP, éboueurs...) dans l'intérêt de qui, sinon des patrons et de leur Etat, contre les travailleurs qui défendent leurs revendications.

On voudra t'utiliser, dans des opérations de DOT, pour réprimer des « troubles sociaux », comme dit l'ex-ministre Fanton, « la DOT, c'est pour que mai 68 ne se reproduise pas »...

On t'entraînera à des manœuvres « antisubversives » dans les fameux camps de Debré et Galley. Au LARZAC, l'armée anglaise s'est déjà exercée pour préparer le sale travail qu'elle fait en Irlande !

A Paris, Bigeard est nommé adjoint au gouverneur militaire, Bigeard tortionnaire adjoint de Massu pendant la bataille d'Alger, à Madagascar, il a dit : « qu'on me donne une révolte à mater, ce sera fait en deux jours » C'est justement pour

ça qu'il vient à Paris !

VOILA A QUOI ON VEUT  
TE PREPARER...

Le 14 juillet, ce n'est pas l'armée « de la nation, du peuple français » qui défile dans la rue.

C'est une armée de guerre civile, au service des patrons.

Et toi, engagé ou appelé, SOUS L'UNIFORME, TU RESTES UN TRAVAILLEUR

ne l'oublies jamais...  
POUR TOI, OUE REPRESENTE  
CE 14 JUILLET ?

- Plusieurs semaines de préparation

- Des perms supprimées  
- L'illustration, en un défilé, de tout le dressage et de toute la discipline stupide qu'on te fait subir pendant un an...

POURQUOI CE DRESSAGE ?  
POURQUOI CET EMBRIGADEMENT ?

Pour faire de toi un soldat docile, capable d'obéir à n'importe quoi. C'est pour cela qu'on t'encaserné, qu'on essaie de t'abrutir, qu'on te prive de tes LIBERTES, politiques et syndicales.

Et pour ceux qui refusent ce dressage, pour ceux qui refusent d'être utilisés pour défendre le pouvoir des exploités,

C'EST LA REPRESSION DES  
TRIBUNAUX MILITAIRES :



Ses dimensions modestes, sa faible population font de l'Uruguay un pays d'importance très secondaire dans le continent latino-américain.

« Etat-tampon » entre les deux « grands » du sous-continent — Brésil et Argentine — l'Uruguay a longtemps bénéficié de conditions économiques exceptionnelles. La viande et surtout la laine, les deux seules productions importantes de l'économie uruguayenne trouvaient preneurs à des cours très élevés, en Europe notamment. Les années d'après-guerre surtout furent particulièrement fastes : l'Europe exsangue mais en pleine reconstruction et rendue solvable par les liquidités qu'offraient le fameux plan Marshall, achetait à prix d'or les productions uruguayennes.

L'oligarchie au pouvoir à Montevideo, composée essentiellement de grands propriétaires terriens aux domaines immenses et aux bénéfices scandaleux, n'a pas mis à profit cet « âge d'or » pour modifier sensiblement les données de l'économie du pays.

Sans industrialisation, sans diversification de la production agricole (qui aurait impliqué des changements dans la structure agraire !) la dépendance de l'économie uruguayenne vis-à-vis du marché mondial n'a été qu'en s'accroissant...

Les grands bourgeois de l'oligarchie préféraient alors investir dans des secteurs non productifs mais hautement spéculatifs : ainsi à vu le jour la célèbre station balnéaire de Punta del Este dont les casinos et les bordels sont connus de tous les privilégiés du continent.

Au plan social, la caste au pouvoir a également mené une politique « au jour le jour ». Pour lutter contre le chômage — l'élevage requiert peu de main d'œuvre — elle multiplie les postes administratifs ; ainsi dans les ministères, un même poste sera occupé par... cinq personnes. Pour prévenir tout risque d'agitation sociale, elle n'hésitera pas à redistribuer quelques miettes de ses profits : l'Uruguay sera ainsi l'un des pays au système de sécurité sociale le plus élaboré au monde...

D'où toute une imagerie autour de ce pays vitrine du système impérialiste, « Suisse » (?) de l'Amérique Latine...

En fait rarement classe dominante n'aura fait preuve d'autant d'insouciance et de déceit !

Lorsqu'au début des années soixante les tendances du marché mondial tant en ce qui concerne la viande que la laine vont littéralement s'inverser, la crise économique frappera de plein fouet ce bel édifice aux fondations d'argile. Les avantages sociaux acquis précédemment seront petit à petit rognés, le chômage se multipliera.

La classe ouvrière, limitée numériquement mais aux solides traditions d'organisation et de lutte, et la petite bourgeoisie de Montevideo, la seule grande ville du pays, regroupant plus de la moitié de la population, vont en être les grandes victimes.

C'est dans ce contexte que vont se développer de nombreuses luttes sociales, luttes de la classe ouvrière principalement, pour la défense de ses acquis.

C'est également dans ce contexte que vers 1964-1965 prend naissance et se développe la guérilla urbaine du MLN, celle des fameux Tupamaros, issus pour la plupart de cette petite-bourgeoisie urbaine si durement frappée par la crise...

Les formes traditionnelles de la domination bourgeoise, l'oligarchie ne s'était-elle pas payé le luxe d'un régime parlementaire « à l'europpéenne », ne suffiront pas à endiguer la montée des périls.

D'autant que face à la nouvelle situation, la bourgeoisie uruguayenne va connaître, au sein même de ses partis traditionnels, de nombreuses divisions.

Petit à petit, une armée nouvelle formée à partir de quasiment rien ces dernières années par l'impérialisme US et son allié brésilien, pour lutter contre les Tupamaros va s'imposer dans ce contexte de crise.

Les « succès » remportés dans la répression de la guérilla l'an dernier, alors même que le vieux système politique est en pleine décomposition, ne vont qu'accélérer le processus.



Grande manifestation le premier mai à Montevideo.

# UN MOUVEMENT EXEMPLAIRE

Quelques mois à peine après la victoire électorale du nouveau président Bordaberry, un pur produit de l'oligarchie, un coup de force (février 1973) fait de l'armée le véritable détenteur du pouvoir. Mais la situation reste confuse. La crise économique et politique va s'accroissant. Les luttes ouvrières se multiplient. Les militaires qui croyaient avoir obtenu la paix sociale en décapitant la guérilla doivent déchanter.

Plus grave pour l'ordre bourgeois, l'armée elle-même n'est pas homogène. Par l'intermédiaire entre autres de ses cadres, issus pour la plupart de la petite bourgeoisie urbaine, elle reflète toutes les contradictions du pays.

Ainsi les premières déclarations des hommes forts du premier coup d'Etat militaire, celui de février 1973, seront-elles teintées d'un réformisme social puisé à l'exemple péruvien... Aujourd'hui, cependant, les jeux semblent bel et bien être faits sur les bords du Rio de la Plata.

L'aile la plus dure de l'armée, celle qui s'inspire de l'exemple brésilien, qui reçoit probablement ses ordres en direct de

Brasilia, a eu le dessus.

Et Bordaberry, le président élu, plus fantôme que jamais a de nouveau servi de couverture « légale » à cette opération. Mais là n'est l'essentiel, même s'il ne fait pas de doute que l'évolution du pouvoir bourgeois en Uruguay aura d'importantes répercussions sur les rapports de forces dans la région, et notamment renforcera encore le poids du Brésil dans le continent et notamment face à l'Argentine.

L'essentiel ces dernières semaines en Uruguay, c'est la réaction du mouvement ouvrier, la réaction de la classe ouvrière au coup d'Etat du 27 juin, occupant les usines, paralysant totalement l'activité économique, la vie du pays, pendant plus de deux semaines. Il s'agit là d'une expérience nouvelle et d'une richesse considérable pour les travailleurs uruguayens et, bien au-delà, pour tous les travailleurs latino-américains. Expérience d'une richesse considérable de par les formes et les objectifs de la lutte.

Expérience d'une richesse considérable dans la mesure où elle a mis à nu la faillite des stratégies réformistes, pour

lesquelles l'Uruguay, après le Chili, devait être un banc d'essai. Il suffit de se rappeler les espoirs que les staliniens et autres réformistes mettaient dans le « Front Large », cette coalition polyclassiste, lors des dernières élections... La leçon est dure pour les tenants des voies de passage pacifiques au socialisme.

La leçon est dure aussi pour ceux qui confondent prouesse technique, même si elle se greffe sur la meilleure volonté et le plus grand courage révolutionnaires, et stratégie révolutionnaire cohérente.

Les Tupamaros, décimés l'an dernier par une répression d'une sauvagerie inouïe, divisés sur l'attitude à adopter vis-à-vis des militaires en février dernier, ont été pour l'essentiel absents d'une mobilisation révolutionnaire que par leurs actions passées, véritable travail de sape de l'ordre bourgeois, ils ont largement contribué à rendre possible.

Il y a là aussi un bilan à tirer, lourd et tragique et qui dépasse le simple cadre uruguayen.

J.P. Beauvais

numéro double 7-8  
de la revue du COMITE EXECUTIF INTERNATIONAL  
DE LA IVe INTERNATIONALE est paru

**quatrième internationale**

EN HOMMAGE A MOHAMED BOUDIA

A l'appel des diffuseurs de Rouge, du PSU, de Révolution !, Front Rouge, Ligne Rouge, UNFP (Maroc), Cause du Peuple, RUR (FNL clandestin), s'est tenue une réunion publique en hommage à Mohamed Boudia militant palestinien assassiné par les sionistes. Prés de

MEETING UNITAIRE A SOCHAUX-MONTELLIARD.

100 travailleurs de Peugeot dont de nombreux immigrés étaient venus là pour manifester leur solidarité avec la résistance palestinienne, et pour affirmer leur volonté de lutte contre le racisme et la répression qui frappe les travailleurs immigrés.

# URUGUAY

## une mobilisation exemplaire une direction réformiste

La classe ouvrière uruguayenne a tragiquement vécu ces dernières semaines cette contradiction classique...

La grève générale avec occupation illimitée des lieux de travail (usine, bureaux etc...), en riposte au coup d'Etat militaire posait de fait et de façon concrète, le problème du pouvoir.

Les conditions objectives semblaient d'autant plus favorables que, alors que les travailleurs uruguayens et de très larges secteurs de la petite-bourgeoisie apparaissaient à travers l'action comme un bloc homogène et décidé, le camp bourgeois, l'armée même apparaissait profondément divisé sur l'attitude à adopter face à la situation.

Mais ni la politique, ni les objectifs, ni les méthodes de la direction de la CNT (1) n'étaient en rapport avec les possibilités révolutionnaires de l'immense mobilisation des travailleurs uruguayens.

\*\*

Dès le début et bien qu'elle ait appelé à la grève générale avec occupation, l'objectif de la direction de la CNT a été de maintenir le mouvement dans des limites extrêmement précises : celles qui permettaient qu'il reste un moyen de pression et cela seulement, dans le cadre des négociations qui se sont déroulées à différents niveaux tout au long de la crise entre directions bureaucratiques et secteurs gouvernementaux...

C'est là essentiellement le fruit de la politique du PC local.

Le PC est la principale force politique du mouvement ouvrier. Durant toute l'année passée, l'essentiel de son orientation vis-à-vis de la CNT a été de lutter contre toute possibilité d'unification des luttes ouvrières et revendicatives qui se sont développées en nombre incalculable à Montevideo et à travers le pays. (C'est à plusieurs centaines qu'on les chiffre pour les huit derniers mois).

Toutefois, en mars dernier, la direction de la CNT, par conséquent le PC dont le poids y est déterminant, ont appelé, à froid, à une grève de 24 h dont l'objectif aurait été... de favoriser un coup d'Etat de l'aile « péruvienne » de l'armée.

Le coup d'Etat a bien eu lieu... mais en juin... et pas du tout dans le sens espéré par les réformistes uruguayens. C'est l'aile dure, brésilienne de l'armée qui a eu le dessus.

Le PC se doit de réagir et vite. Non pas pour la forme mais parce que confusément il apparaît à sa direction et à ses militants que c'est une question de vie ou de mort.

Mais l'appel lancé par la CNT à la grève générale avec occupation d'usine entre pour les dirigeants du PC dans le cadre d'une stratégie bien précise : il ne s'agit pas de développer une dynamique insurrectionnelle, de favoriser la mobilisation, l'initiative consciente des masses uruguayennes. Il s'agit avant tout pour les dirigeants du PC d'une opération politique d'envergure, et très risquée, pour peser le plus possible sur l'évolution interne de l'armée, que l'on sait profondément divisée.

D'où l'attitude prudente, le frein constant qu'ont mis les dirigeants du PC et de la CNT à toute extension du mouvement tant quantitative que qualitative.

D'où par exemple, l'expulsion systématique des étudiants des entreprises et des réunions de travailleurs. Expulsions si systématiques que certains jours elles ont accaparé une grande part de l'énergie des bureaucrates syndicaux.

Alors qu'il est devenu très vite évident qu'un affrontement entre le nouveau pouvoir réactionnaire et les travailleurs mobilisés était inévitable que de cet affrontement et de son issue dépendait le sort des militaires au pouvoir, le PC et les dirigeants de la CNT ont continué leur politique de division, de maintien du mouvement dans de strictes limites défensives.

Ce faisant, ils plaçaient le mouvement ouvrier dans une situation d'infériorité évidente, mal préparé, les mains nues face à une armée prête à intervenir. C'est alors au nom même de cette infériorité, dont ils étaient les premiers responsables, qu'ils négociaient avec certains secteurs de la dictature militaire... « Tout affrontement violent, toute préparation concrète à l'affrontement n'eut été qu'aventure... », négociations qui ne furent ni plus ni moins que capitulation, puis trahison du mouvement.

Alors même que se développait la grève, les occupations, ce n'étaient pas des négociations avec ses bourreaux du lendemain qu'attendait la classe ouvrière uruguayenne. C'étaient des mesures politiques et organisationnelles concrètes permettant au mouvement d'aller de l'avant, d'aller immédiatement de l'avant, avant que le pouvoir militaire ne passe à l'offensive.

\*\*

Toutes les conditions étaient requises pour l'impulsion de structures démocratiques élues de double pouvoir à l'échelle de l'entreprise occupée, de l'université ou du quartier populaire. Toutes les conditions étaient requises pour que de telles structures soient unifiées, centralisées, permettant ainsi une impulsion qualitativement différente du mouvement.

Au contraire, tout au long de la grève, la direction de la CNT, le PC ont tout fait pour isoler chaque entreprise, chaque lieu occupé, pour isoler les ouvriers d'une usine occupée des habitants du quartier voisin, pour isoler les étudiants du mouvement ouvrier.

Et c'est seulement alors qu'il était beaucoup trop tard, alors que l'offensive passait dans le camp des militaires, que le PC a tenté une ultime pression sous la forme d'une manifestation de rue le 9 juillet. Manifestation brutalement dispersée et qui a marqué le départ d'une vague de répression d'une ampleur inouïe. On parle de 3 à 4 000 arrestations depuis lors.

Et c'est dans ces conditions que, par surprise quasiment, sans discussions, sans une seule assemblée générale organisée par elle, sans même consultation des délégués, la direction de la CNT soutenue par tous les partis de gauche, appela à la fin de la grève.

Ensuite, pour accélérer le processus de reprise du travail, pour calmer l'amertume des travailleurs uruguayens, la direction de la CNT a sorti une déclaration dont certains passages méritent citation :

« Nous ne sortons pas vaincus de cette bataille... maintenant s'ouvre une nou-

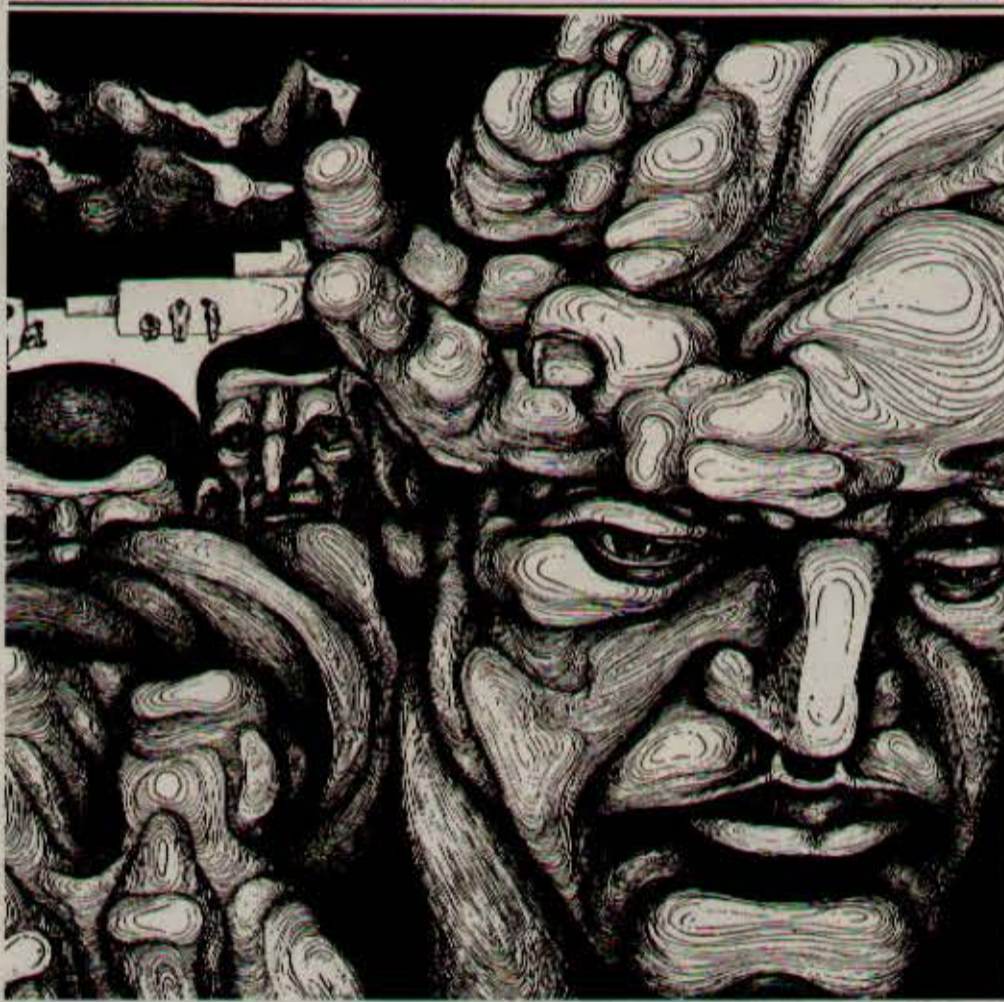
velle étape de la lutte, une étape de lutte prolongée (...) comme la lutte du petit vietcong face au puissant impérialisme nord-américain... » (sic).

Sans doute la classe ouvrière ne sort-elle pas profondément vaincue de cette bataille. Mais quelles que soient les faiblesses, les contradictions, l'absence de perspective du nouveau pouvoir, il s'agit pour elle d'un échec d'autant plus amer que, à Montevideo ces dernières semaines bien des choses étaient possibles. Mais contrairement à ce qu'affirme le tract de la CNT, il y a des vaincus après cette bataille, c'est le PC et derrière lui toutes les formes du réformisme en Uruguay.

Non seulement par sa politique, il a été le principal fossoyeur du mouvement, il a également creusé sa propre tombe.

Après que son rôle ait été joué, il a été la première et principale victime de la répression qui s'est abattue ensuite.

Peu préparé à une telle éventualité,



cela risque de lui coûter très cher à tous points de vue et avant tout politiquement. Cela risque bien d'être la dernière preuve de la faillite sur toute la ligne de sa stratégie étapistes et d'alliance de classe...

Quand aux Tupamaros nous reviendrons ultérieurement, sur le bilan détaillé à tirer de leur absence totale tant politique que physique durant la crise.

Il y a là de toute évidence des raisons qui tiennent à l'affaiblissement considérable de leur organisation depuis la grande vague de répression de l'an dernier et aux divisions internes qui s'en sont suivies. Il y a aussi, et surtout, à notre avis, l'absence d'analyse politique, de stratégie révolutionnaire cohérente qui les rend désarmés face à des situations politiques concrètes et complexes.

Ils se réfugient alors dans le silence ou, de plus en plus souvent, l'appui de fait à la stratégie du PC. Ce fut le cas lors des dernières élections lorsqu'ils appuyèrent

le Frente Amplio.


Ce fut semble-t-il encore le cas cette fois-ci, lorsque les militants syndicaux qui leur sont liés ont appuyé le PC et la direction de la CNT. C'est un élément du débat qu'il faut mener avec ces camarades.

Mais ces dernières semaines en Uruguay en posent avec acuité un autre : comment analyser, par delà le rôle des directions bureaucratiques, par delà le silence des « Tupas », l'absence quasi totale, à notre connaissance, de formes même très spontanées d'auto-défense armée, d'actions armées dans le cadre même de la mobilisation de masse, de la part des travailleurs uruguayens ?

Dans un pays où la guérilla urbaine a été portée à un tel degré c'est sans nul doute une question à mettre au centre des débats du mouvement révolutionnaire en Amérique Latine.

J.P.B.

(1) Confédération Nationale des Travailleurs.



**Je désire prendre contact avec Rouge**

---

NOM.....

ADRESSE.....

.....

Age..... Profession.....

Lieu de travail (facultatif) .....

**Rouge**  
hebdomadaire d'action communiste

**ARGENT :**  
C.C.P. Pierette  
CHENOT  
25 043 88 Paris  
(avec mention: soutien à ROUGE).

Directeur de publication :  
Henri Weber  
Les articles signés n'engagent pas nécessairement le point de vue de la Rédaction.

10, imp. Guéménée - Paris 4 -  
téléphone 272 88 96 ou 272 68 82

**tarif des abonnements**

	la France		l'étranger	
	ouvert	fermé	ouvert	fermé
un an	90	150	110	180
sous pli	45	75	55	90

par avion: écrire à ROUGE  
Seules les demandes d'abonnement accompagnées de leur règlement immédiat sont prises en considération. Pour tout changement d'adresse, joindre 1fr.50 et la dernière bande.

Impression : SAIE Morlamé  
61, faubourg Poissonnière - Paris (9)

# appel

Quatrième liste de signatures

Envoyez les listes de signatures à M.F. Kahn, 15 rue Clerc, Paris 75007.

Nous ne sommes pas dupes : la dissolution de la Ligue Communiste témoigne d'un tournant redoutable qui signifie une provocation vis-à-vis de l'opinion publique et une menace pour l'ensemble des libertés.

Nous exigeons :

- 1) L'abrogation de décret de dissolution de la Ligue Communiste.
- 2) La levée de toutes les inculpations des dirigeants ou militants de la Ligue Communiste et de ceux qui seraient poursuivis à la suite du 21 juin.
- 3) La libération immédiate de tous les emprisonnés politiques et notamment Pierre Rousset et

Alain Krivine.

Alcouffe A. (assistant)  
Allaire G.  
d'Arcy F. (maître de conférence, Université II, Grenoble)  
Asiologlou  
Adler  
Alfanderi M.  
Arbillot C. (16ème, section PS)  
Antoinat  
Albert P. (ENSSAA)  
Adam (enseignant)  
Areas (chercheur)  
Arguer P. (chercheur)  
Adam Le Ny (prof.)  
Albrieux B. (étu. méd.)  
Benesteau  
Berlan (militant ouvrier)  
Boyer (militant ouvrier)  
Bordar R. (Cinémathèque)  
Balvat M. (Ortophoniste)  
Barsony S. (médecin)  
Beringuier (professeur)  
Boudou A.  
Beringuier Ch.  
Bosc (lycéen)  
Bolelacci  
Bartholemy P. (ingénieur)  
Belot D. (adjoint maire Grenoble)  
Barlet R. (conseil municipal St Martin-Hièrès)  
Bilandot B. (universitaire)  
Bouilloud G. (secrétaire fédéral PSU, ajusteur)  
Bonnet M. (BF, PS)  
Bron-Badon N. (syndicaliste)  
BUC MH (chercheur)  
Barsaghian (section 16, PS)  
Blangy D. (maître de conférence)  
Baccara M. (chercheur)  
Bariller M.  
Bartoli (psychiatre)  
Bessieres (journaliste)  
Baillly J-C  
Baetsch H.A.  
Buis Y.  
Boyer P.  
Benadou M.  
Berthoz A. (CNRS)  
Bonora D. (conseiller OP)  
Bart J. (professeur)  
Bors S.  
Barigaut T. (secrétaire)  
Beauchair P. (infirmier)  
Barigant J. (reporter photographique)  
Blachère (B.F. PSU Gard)  
Balalan L. (docteur, membre du C.A. planning familial Isère)  
Boisnard J. (section 16 PS)  
Barel J-P (comité directeur PS)  
Bordevy (suppl. PSU, législatives 73)  
Boyer (médecin)  
Boiron J-P (INRA)  
Bonnard (cadre)  
Baillieu (professeur)  
Barthez A. (INRA)  
Bonnemaire J. (ENSSAA)  
Byory A-Laure (secrétaire)  
Boudier R. (supplé. L.D. 1973)  
Bergere R. (PS)  
Berhaud M. (PS)  
Boulet  
Bovic  
Barbet (fraiseur)  
Boucherie M. (employé S.S.)  
Den Gelmans  
Belmeth (technicienne)  
Bale (ingénieur)  
Bizonro (technicien)  
Bernard (technicien)  
Barry (assistant)  
Braudeau  
Benilaw P. (assistant)  
Benilaw (assistante)  
Buffot J. (chercheur)  
Buisot L. (chercheur)  
Benoit (chercheur)  
Benoit (assistante)  
Bard  
Bouchoule M. (assistant)  
Balent A. (enseignant)  
Bernard JP (enseignant UER)  
Bernard E. (enseignant)  
Bine R. (directeur général de la SNEP)  
Boudouresques B. (chercheur)  
Boussingault JP (conseiller juridique)  
Bruyère G. (instituteur public)  
Commandeur R. (peintre écrivain)  
Comte B. (secrétaire national adjoint du planning familial)  
Couturier G. (syndicaliste)  
Clémencey J. (conseil municipal)  
Gros Y. (universitaire)  
Comby (secrétaire)  
Cohen A. (technicienne)  
Cuzin F. (maître de recherches)  
Caneia J. (employé CSTB)  
Cachard A-C (psychiatre)  
Carnier C. (C.D. travail immigrés)  
Philippe Constantin (éditeur)  
Coulbaut (conseiller animation)  
Claudé J. (ouvrier)  
Chego A.  
Chaptal V. (ingénieur)  
Cuny (CNRS)  
Castro-Penas (employée de la S.S.)  
Colomba J. (réalisateur)

Causeret J. (Dir. recherches INRA)  
Chaudat (candidat L.O. en 73)  
Courvoisier F. (médecin)  
Carminati  
Cavaillès J. (secrétaire CGT INRA)  
Cautin R. (dessinateur)  
Clery M.  
Court P. (médecin)  
Cohen Y. (secrétariat national MJS)  
Chassard  
Clouzeau  
Coovoisier C. (professeur)  
Curin M. (syndicaliste)  
Capel  
Collet A. (employé S.S.)  
Csoteroste D. (employé S.S.)  
Chopin (chercheur)  
Castang  
Chaby (chercheur)  
Comparat (chercheur)  
Cecaldi (chercheur)  
Creron (professeur)  
Peter Clafoutis (journaliste)  
Casagrande (militant CGT)  
Campruby  
Collet A.  
Chardera B. (journaliste)  
Chauvet  
Chabouat (étu municipal PSU, Nîmes)  
Chabains (secrétaire fédéral PSU Gard)  
Compere J. (membre du B.F. PSU du Gard et élu municipal Nîmes)  
Coubignat G. (universitaire)  
Caquet R. (docteur)  
Caro G. (Comité d'Action Breton)  
Carrière G.  
Carrière JP  
de Casabianca (cinéaste)  
Chazeau A.  
Chozau G.  
Delahaies, J.F. BF, PS Grenoble  
Dessain A. (assistant)  
David, B. Chercheur  
Drouot D.  
Duras Marguerite  
Delpuech, journaliste à « L'Unité »  
Debondue, H. 16ème section PS  
Degottey, J. Peintre  
Delala Secré. Nat. PS  
Devance (enseignant)  
Dupaty (professeur)  
Davidson, J. (écrivain)  
Delory, B.  
Doret, R.  
Do Hou, C.  
Dichter M. (professeur)  
Duponier, E. (CNRS sc. politiques)  
Doegany, J.M.  
Debourdeau J.P. (supplément ex-Ligue en 73)  
Dotal, S. (professeur)  
Deschamps, J. (ingénieur)  
Dorn technicien  
Daban technicien  
Da Silva (électronicien)  
Decodis (Maitre assistant)  
Didelez (Chercheur)  
Duchêne (assistant)  
Delaire, J. (assistant)  
Denis, ACS' INRA  
Delaunay, AT  
Danflous, J.  
Daubon (syndicaliste)  
Didier M.F. (médecin)  
Daneyrolles, D. (journaliste PS)  
Droguet, R. (journaliste)  
Daneyrolles, M. (institutrice)  
Dard (étu municipal PSU, Nîmes)  
Destot, M BF PSU Grenoble  
Dion, J.L. syndicaliste  
Douillet, G. syndicaliste  
Domenach, C. universitaire  
Danou G. (médecin)  
Davezies R. (prêtre)  
Dryfus F.  
(bibliothécaire)  
Dufossé M. (étu.)  
Dumont E. (retraitee de l'Education Nationale)  
Evin F. « C. (secrétaire PSU St Nazaire)  
Escoubas, E.  
Elliard, M.  
Eilathian (étudiante)  
Estier, C.  
Elias Assistante  
Fourrier (ancien résistant, déporté)  
Mme Fontvieille (ancien résistant, déporté)  
Fontes (BF PSU Gard)  
Françoise H. (syndicaliste)  
Faye J.P.  
Foret, J. CNRS  
Fouretier JC  
Faye, H. Instituteur  
Feraud, A. sculpteur  
Fajardie B. Bureau exécutif PS  
Ferrand D.  
Francis J.L.  
Foucault Assistant  
Fernandez  
Frucht G.  
Fructus A. association tourisme  
Fasso A. Médecin  
Fasso G. Ingénieur  
Frayssé R.  
Fabre D.  
Faillenet R. (INRA)  
Flottats J.M. (comédien)  
Fournier M. (traducteur à l'UNESCO)  
Fournier J. (mère de famille)  
Fraisé C. (étudiante)  
Giron J. (médecin)  
Garnier J.P.  
Giraud B. (éducateur)

Ganigne M.F. (BF PSU Gard)  
Gilman B. adjoint au Maire  
Gouyer K. syndicaliste  
Galland H. Documentaliste  
Galland G. ingénieur  
Gaubert C. INPG  
Givord D. CNRS syndical  
Georges R. Chercheur CNRS  
Gourdji D. CNRS  
Garelli CNRS  
Gadbois Ch. CNRS  
Guigo Agnès  
Gilly Cl. Peintre  
Gazier A. Bureau exécutif PS  
Guyotat P. Ecrivain  
Grison P.  
Guegnon P.  
Glayman Cl.  
Grunberg G. CNRS  
Gauron A.  
Gentot P.  
Guillaume C.F.D.T.  
Goebel P. Opticien  
Guillot G. Ingénieur  
Givort J. Technicienne  
Guilland Ouvrier  
Gatte Fosse Comptable  
Garnier Assistant  
Guirardelli Technicien  
Gelbard Chercheur  
Guelachvili Chercheur  
Goide Chercheur  
Gourno Etudiant  
Gabey E. (enseignant)  
Gabey G. (journaliste)  
Gautier JP (SGEN-CFDT, surveillant d'externat)  
George S. (directeur général adjoint)  
Aquarius International)  
Goldenberg D. (cinéaste)  
Gribensky J. (assistant)  
Guilla A. (maître assistant)  
Hartem Artisan  
Hirtz C. Cl Nat Eglise Réformée  
Hofnung N. Chercheur  
Houlet R. employé RATP  
Hoc J.M. CNRS  
Hardy M. Assistante recherche  
Hatchadourian S.  
Hollinger N. Institutrice  
Hoerter J. Chercheur  
Haripe Professeur  
Henry Etudiante  
Hoaran Technicienne  
Hainfagy (étu.)  
Hatzfelds C. (docteur)  
Heffer C. (pianiste)  
Isemer D. Section PS  
Ittose Technicien  
Jalabert G.  
Jeantot Maitre Assistant Paris VI  
Jakob Chercheur  
Jaquet G. Secrétaire national PS  
Janson André  
Dion, J.L. syndicaliste  
Jaffre J. CNRS  
Janvier V.  
Jacmart Chercheur  
Jullien R. Chercheur  
Josse M. Technicien  
Jivillandy Technicienne  
Jost J. (philo.)  
Jost E. (ingénieur conseil)  
Karsenti P.  
Pasteur Keller  
Kaurilsky Chercheur  
Kotlarz D. Technicienne  
Kremer J. Etudiant de Kant  
Khalifa Technicien  
Kerhoas G.  
Klemann R. (psychologue)  
Lombard A. Architecte  
Leautard militant ouvrier pour l'UD-CFDT Toulon  
Luchetta Enseignant  
Lariviere Professeur  
Lemoine D.  
Levy C. Comptable  
Lantin G. CNAM  
Lacroix C. Ingénieur  
Laurent J.M. Syndic  
Levy M. Universitaire  
Lamour P. Enseignant  
Lacondamine G. Professeur  
Lemaigne G. sous-directeur des Etudes de HEC  
Leplay J. EPME  
Lapoujade R.  
Laville A. Maitre Assistant  
Lautrey J. Conseiller OSP  
Langlois M. Directeur Cinémathèque  
Lemarchand 16\* Section PS  
Lecoultre H.  
Laignel A. Comité directeur PS  
Loiseau J.F.  
Loisel  
Logue D.  
de Lapparent H.  
Lecoultre S. Institutrice

Lignard C.F.D.T.  
Levesque P. Professeur  
Lambert Technicien  
Lapre M.F.  
Lacroix Electronicien  
Leblanc Attaché de recherches  
Liebert Technicien  
Languevin H. Chercheur  
Le Duf J. Ingénieur  
Luche CNRS  
Lutiner Aide de laboratoire  
Leroy J.P. Chercheur  
Leblon Maitre assistant  
Lewis Maitre de conférences  
Laurent S. Chercheur  
Labis S. Technicien du bâtiment  
Lacoste Y.  
Laponche B. (chercheur)  
Laurière F. (psychologue)  
Le Bars A.  
Lederer F. (chercheur)  
Lemarquis R. (prof.)  
Lemarquis M. (institutrice)  
Leonetti Mme  
Levy A. (USA)  
Levy JP (étu.)  
Loroux P. (prof)  
Loroux N. (assistante)  
Losfeld E.  
Luchetta C.  
Massat G. Ancien Docteur de CEG  
Marc C. DRTF  
Mouranche A. INA  
Maurel JP  
Meilhac Manœuvre  
Moine H. Journaliste  
Massequin Elu PSU Nîmes  
Meillat  
Dr Manents Planning Familial  
Max P. Syndic  
Merclis G. Biologiste  
Morin G. Universitaire  
Mercereau G. Chercheur  
Moiraux J. Professeur  
Michaud G.  
Montal J.C.  
Morreau Hicks T.  
de Marc Oyzan  
Manaranche R. CNRS  
Mayen Secrétaire UL CFDT Corbeil  
Mose dessinateur  
Maury-Lascoux (docteur)  
Mailhe E. (étudiante)  
Martinet G.  
Milhaud (docteur)  
Morazzani (délé. synd. CFDT)  
Morandau 16\* section PS  
Michel 16\* section PS  
Mauroy P. Député Maire de Lille PS  
Makowski M. Professeur  
Miller  
Melin A.  
Maisonnet R. Institutrice  
Moine B. Assistante Recherche  
Migault G. CNRS  
Mutet G.  
Malpot  
Morange  
Marchal Technicien  
Martuyem OP  
Maymon Electronicien  
Mulliez  
Maroseau Technicien  
Merle L. Employé à la Sécu.  
Minard A.R.  
Mougin Sécurité Sociale  
Maury Sécurité Sociale  
Merielwe Technicien  
Moureau Technicien  
Merlet F. Assistante  
Masnou J.L. Chercheur  
Marin P. Chercheur  
Milmaud Chercheur  
Nabet H.  
Nizard L. Professeur Paris VII  
Nadel J. CNRS  
Nicolas  
Nourtier A. Assistant  
Nourtier C. Assistant  
Nguyen  
Nurillet S. Secrétaire  
Oriol P.  
Oppenheim H. Ingénieur  
Oppenheimer Technicien  
Oliver L. Chercheur  
Oulocadi Montabourg  
Omar T. (prof. égyptien)  
Pinel FUC CFDT  
Pech J. Militant Ouvrier  
Poinard M. Toulouse  
Pillebone J.  
Pillebone M.  
Perigom M.C.  
Pissaud A. Choisir Grenoble  
Piou R. Syndic  
Piou S. Syndicaliste  
Pistonne M. Syndicaliste  
Palloux C. Economiste  
Préjean J.J. Syndicaliste  
Philippon G.  
Pouillon D.  
Paris J.  
Peignot J.  
Polack J.C.

Pavard B. Assistant  
Palmous J. CNRS  
Parrot M. 16\* Section PS  
Pradales P. (ancien résistant, ancien déporté)  
Pradel-Lebar C.  
Pernetier M.  
Rizzardo R. (adjoint maire)  
Richard B. (directeur de théâtre)  
Rannaud R. (universitaire)  
Rosio J. (Uni.)  
Rauget P. (maître assistant)  
Rabruovitch (psychiatre)  
Ronat M.  
Roubaud J.  
Ruiz H.  
Roussel J.  
Robert CGT  
Rami  
Rodriguez (étudiant)  
Renner (technicien)  
Rayes (technicien)  
Reynisch (chercheur)  
Roynette (enseignant)  
Roux J. (assistante)  
Reinick (assistant)  
Rumpf (lycéen)  
Rappoport S. (ingénieur)  
Roustide (employé)  
Roffidal (secrétaire fédé. PSU Gard)  
Rousseau (B.F. PSU Gard)  
Rousselot (S.F. PSU Gard)  
Robel L.  
Spassky (chercheur)  
Szemelema S.  
Schwartz M. (Chercheur)  
Sorvanes (peintre)  
Slastapi  
Sastroau S.  
Sabourin  
Schuster J.  
Sausyaut A. (CNRS)  
Salomon A. (comité directeur PS)  
Strenna A. (enseignant)  
Suchelet (INRA)  
Sittler S.  
Siklis (médecin)  
Stambak T. (psychologue)  
Seydou A. (assistante recherche)  
Salmona P. (adm. universitaire)  
Sebbah E. (dactylo)  
Schweigsch E. (CNRS)  
Sutubert  
Sahut D'Isaac C.  
Schrepfer (CFDT)  
Sarhou  
Sillou A.R.  
Stephan M. AR  
Sibony (enseignant)  
Stephan C. (chercheur)  
Sureau A. (chercheur)  
Sud (menuisier)  
Schneider  
Sztulman (médecin)  
Souriac A.  
Soulagnat (fonctionnaire)  
Surrel  
Soulagnat M. (documentaliste)  
Sazda C. (empl. bureau)  
Tubery (médecin)  
Thinel (universitaire)  
Tournier R. (conseil municipal St Martin-Hièrès)  
Toulouse O. (CNRS)  
Tuaillon G. (universitaire)  
Talmont Y. (attaché de presse de la Fédé-Paris PS)  
Tchernia A. (maître assistant)  
Tourne P. (pasteur)  
Trydman R. (interne des hopitaux de Paris)  
Thirard A.  
Thériaud F.  
Thériaud R.  
Thomas (psychiatre)  
Tisserand J.M.  
Torchet A. (16 section PS)  
Thiercelin (PS)  
Tissot (architecte)  
Teyssandou R. (délégué CGT à la S.S.)  
Tillier (étudiant)  
Taravelle (assistant)  
Torres C. (chercheur)  
Tric (chercheur)  
Taupin (chercheur)  
Valade Militant ouvrier (CERES)  
Valens F.  
Vigouroux (étu PSU Gard)  
Vidocoq, G. (économiste)  
Vigier, P. (Libraire)  
Vandenbunden (chercheur)  
Vanlerbergue, A. (maître assistant)  
Vigier, L. (psychologue EN)  
Vargin, Sec. FEN 94

Vimenet, J. Artiste peintre  
Vimenet Catherine (Journ.  
Valter, A.  
Vial, M. psychologue  
Vial, B.  
Villalonga, A.  
Veysière (technicien)  
Varet, MA  
Vigier, P. Chercheur  
Vandewalle M. (prof)  
Vincens F.  
Van Loo (cinéaste).  
Wichegrod J.L.  
Zahnd P. (militant occitan) (PNO)  
Wolff (étu.)  
Wisner (professeur)  
Wallon, D.  
Walsh, CGT  
Yaniv, J. Chercheur  
Zazzo, R. (EPME)  
Zecovic  
Zerbib M. (élève infirmière)

ASSOCIATION DE SOLIDARITE DES TRAVAILLEURS IMMIGRES  
ASTI ASNIERES et GENEVILLIERS  
Section de St Quentin du PSU  
Sections du PS de Trappes, Maurepas-Elancourt-La Verrière  
Union locale CFDT de St Quentin  
GAM Maurepas-Elancourt  
Les diffuseurs de « Rouge » à Trappes  
Section CFDT du Centre Technico Tropical Forestier de Nogent-sur-Marne  
BARABAJAGAL journal lycéen  
Syndicat CFDT Secteur Social des Yvelines  
SNESUP Section G.S.S. Paris VII  
CGT INRA Versailles (CNRA)  
CGT INRA Jouy-en-Josas (CNRZ)  
CFDT INRA Jouy-en-Josas (CNRZ)  
Les poètes de « La Tour du Feu »  
Section CGT de l'hôpital St Lazare  
Section CFDT de l'hôpital St Lazare

DE L'ARGENT

CCP Paris 26-15  
Michel Foucault  
avec mention :  
Campagne pour l'abrogation du décret-

SOUTIEN A ROUGE